

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE-EST
Capital Variable de 191.453.580 euros au 31/12/2020
Siege social : 1 rue Pierre de Truchis de Lays, 69410 Champagne au Mont d'Or
N° Siren : 399 973 825. — Code Ape : 6419 Z
Établissement de crédit agréé en qualité de banque mutualiste ou coopérative :
 — Activité bancaire et financière
 — Courtage en assurance.

A- COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2025**1-BILAN AU 31 DECEMBRE 2025**

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		1 165 714	1 149 404
Caisse, banques centrales		127 883	140 101
Effets publics et valeurs assimilées	5	873 123	778 388
Créances sur les établissements de crédit	3	164 708	230 915
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	3	4 219 902	3 524 594
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4	29 734 199	29 552 867
OPERATIONS SUR TITRES		1 690 964	1 762 951
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	668 043	773 544
Actions et autres titres à revenu variable	5	1 022 921	989 407
VALEURS IMMOBILISEES		3 955 440	3 902 637
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	2 592 127	2 540 011
Parts dans les entreprises liées	6-7	1 169 854	1 150 705
Immobilisations incorporelles	7	3 607	3 688
Immobilisations corporelles	7	189 852	208 233
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE			
ACTIONS PROPRES			
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		551 390	502 011
Autres actifs	8	348 685	309 055
Comptes de régularisation	8	202 705	192 956
TOTAL ACTIF		41 317 609	40 394 464

Passif	Notes	31/12/2025	31/12/2024
OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES		199 279	128 982
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	199 279	128 982
OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE	10	21 093 796	20 705 051
COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE	11	12 034 056	11 927 654
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	12	4 543	4 392
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		860 709	811 686
Autres passifs	13	485 026	469 883
Comptes de régularisation	13	375 683	341 803
PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES		706 572	678 439
Provisions	14-15-16	276 138	269 507
Dettes subordonnées	17	430 434	408 932
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		214 196	214 196
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	18	6 204 458	5 924 064
Capital souscrit		191 454	191 454
Primes d'émission		352 243	352 243
Réserves		5 352 521	5 103 646
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement		296	293
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		307 944	276 428
TOTAL PASSIF		41 317 609	40 394 464

Hors-bilan	Notes	31/12/2025	31/12/2024
ENGAGEMENTS DONNES		3 326 621	3 251 105
Engagements de financement	23	2 505 368	2 393 549
Engagements de garantie	23	815 752	852 199
Engagements sur titres	23	5 501	5 357
ENGAGEMENTS RECUS		12 886 503	12 529 857
Engagements de financement	23	19 600	41 575
Engagements de garantie	23	12 861 402	12 482 925
Engagements sur titres	23	5 501	5 357

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 23 et 24.

2 - COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2025

	Notes	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)			
Intérêts et produits assimilés (1)	25	909 726	982 405
Intérêts et charges assimilées (1)	25	-627 407	-718 297
Revenus des titres à revenu variable	26	197 050	181 281
Commissions (produits) (1)	27	390 322	418 215
Commissions (charges) (1)	27	-55 517	-92 858
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	28	5 364	3 355
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	29	17 353	10 471
Autres produits d'exploitation bancaire	30	8 332	4 453
Autres charges d'exploitation bancaire	30	-1 601	-1 478
PRODUIT NET BANCAIRE		843 622	787 547
Charges générales d'exploitation	31	-401 827	-395 660
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-23 021	-22 376
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		418 774	369 511
Coût du risque	32	-63 646	-54 970
RESULTAT D'EXPLOITATION		355 128	314 541
Résultat net sur actifs immobilisés	33	11 119	1 950
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		366 247	316 491
Résultat exceptionnel	34		501
Impôts sur les bénéfices	35	-58 299	-43 847
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-4	3 283
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		307 944	276 428

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

3 – NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX**Note 1 - CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE****Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, 127 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 63.49 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 36.51 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette

garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et as similés, etc....) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive UE 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un fonds de résolution bancaire unique. La directive UE 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de

limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 (1). Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette (2), c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

(2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2025

FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et

établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 M€.

FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

Evénements postérieurs à l'exercice 2025

Crédit Agricole Centre-est n'a pas eu d'événement intervenant entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

Note 2 - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025
Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28/07/2025
Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28/07/2025

Règlements	Date de 1 ^{ère} application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement N° 2025-04 du 4 avril 2025 relatif au plan de comptes des huissiers de justice	28/07/2025
Règlement ANC N° 2024-05 du 3 octobre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2020-01 du 9 octobre 2020 relatif aux comptes consolidés	01/01/2025
Règlement N° 2024-07 du 6 décembre 2024 relatif à la distinction dettes – autres fonds propres modifiant divers règlements de l'ANC	01/01/2026 (sauf exceptions au 01/01/2025)
Règlement ANC N° 2023-06 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC n° 2021-01 du 7 mai 2021 relatif aux comptes annuels des coopératives agricoles et de leurs unions	01/01/2025
Règlement ANC N° 2024-06 du 4 octobre 2024 relatif aux comptes annuels des sociétés d'épargne forestière et des groupements forestiers d'investissement	01/01/2025

Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par

une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (Forward Looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et Crédit Agricole Centre-est a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du Forward Looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculé de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

b. Trois critères absolus.

Le Groupe a défini :

- Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
- Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;

- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ou de difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de placement

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-valeur latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;

- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Titres de l'activité de portefeuille

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêtés comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.

- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,

- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Reclassement de titres

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,

- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

Immobilisations

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	8 à 25 ans
Agencements	5 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 7 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

Provisions

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée,

et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;

- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Fonds pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Le stock de provision FRBG est resté stable à 214 196 milliers d'euros.

Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;

- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;

- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Opérations en devises

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 6 juin 2025.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projétés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est

totalelement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-est est tête du sous-groupe fiscal composé de : Prestimmo, Interimob, SEPI SNC, Compagnie Foncière Lyonnaise, Crédit Agricole Centre-est Développement Immobilier, Wiggins France, Crédit Agricole Centre-est Immobilier, Crédit Agricole Création, Crédit Agricole Investissements Stratégiques Centre-est, Crédit Agricole Centre-est Capital investissement, SAS Campus CACE II, Terralumia, CACE Energies Nouvelles et Presthoger.

Note 3 - CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
(En milliers d'Euros)								
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	29 783				29 783	262	30 045	96 771
à terme	3 805	1 217	3 378	125 645	134 045	228	134 273	133 754
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés				390	390		390	390
Total	33 588	1 217	3 378	126 035	164 218	490	164 708	230 915
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							164 708	230 915
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	558 591				558 591	196	558 787	456 240
Comptes et avances à terme	63 817	87 163	2 991 991	497 499	3 640 470	20 645	3 661 115	3 068 354
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	622 408	87 163	2 991 991	497 499	4 199 061	20 841	4 219 902	3 524 594
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN							4 219 902	3 524 594
TOTAL							4 384 609	3 755 509

Commentaires :

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 390 milliers d'euros.

Parmi les créances sur les établissements de crédit aucune n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4 - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE**Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	6 928	430			7 358		7 358	8 566
Autres concours à la clientèle	1 262 760	2 327 969	9 778 965	16 371 327	29 741 021	99 282	29 840 303	29 671 358
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	229 462				229 462	2 188	231 650	197 386
Dépréciations							-345 112	-324 443
VALEUR NETTE AU BILAN							29 734 199	29 552 867

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 9 090 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 2 094 801 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2025 contre 2 038 167 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 121 371 milliers au 31 décembre 2025 d'euros contre 1 14 006 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dont dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	17 667 375	277 720	39 841	-87 368	-27 358	17 414 555	243 436	36 692	-87 651	-25 959
Agriculteurs	1 765 216	62 400	19 455	-31 069	-16 989	1 769 762	47 855	20 050	-29 283	-18 477
Autres professionnels	3 249 734	169 557	35 359	-75 589	-30 382	3 286 893	162 816	31 442	-71 109	-27 264
Clientèle financière	1 132 987	44 568	15 103	-28 993	-13 716	1 047 131	42 077	15 558	-25 634	-13 308
Entreprises	5 333 372	259 983	61 379	-119 969	-55 288	5 465 790	246 810	55 772	-108 187	-47 920
Collectivités publiques	845 696					803 999				
Autres agents	84 931	2 855	134	-2 125	-134	89 180	3 324	60	-2 580	-60
TOTAL	30 079 311	817 083	171 271	-345 113	-143 867	29 877 310	746 318	159 574	-324 444	-132 988

Note 5 - TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					31/12/2024
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				866 233	866 233	772 611
Dont surcote restant à amortir						33 831
Dont décote restant à amortir						-17 109
Créances rattachées				6 890	6 890	5 777
Dépréciations						
VALEUR NETTE AU BILAN				873 123	873 123	778 388
Obligations et autres titres à revenu fixe (1) :						
Emis par organismes publics				310 976	310 976	353 699
Autres émetteurs		5 238		346 688	351 926	414 106
Dont surcote restant à amortir						6 109
Dont décote restant à amortir						-16 102
Créances rattachées		185		5 150	5 335	5 924
Dépréciations		-194			-194	-185
VALEUR NETTE AU BILAN		5 229		662 814	668 043	773 544
Actions et autres titres à revenu variable		884 117	143 593		1 027 710	994 012
Créances rattachées						
Dépréciations		-14	-4 775		-4 789	-4 605
VALEUR NETTE AU BILAN		884 103	138 818		1 022 921	989 407
TOTAL		889 332	138 818	1 535 937	2 564 087	2 541 339
Valeurs estimatives		930 025	166 875	1 461 133	2 558 033	2 528 668

(1) dont 13 979 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2025 et 17 579 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Transferts de titres en cours d'exercice :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a procédé à aucun transfert de titres entre les différentes catégories au cours de l'exercice 2025.

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07 est nul.

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 40 877 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 33 010 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuilles s'élève à 28 058 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 26 704 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 1 897 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre 8 298 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -64 661 milliers d'euros au 31 décembre 2025, contre -68 981 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration et banques centrales (y compris Etats)	282 976	335 699
Etablissements de crédit	210 312	270 672
Clientèle financière	1 089 969	1 041 370
Collectivités locales	28 000	18 000
Entreprises, assurances et autres clientèles	79 355	96 075
Divers et non ventilés		
Total en principal	1 690 612	1 761 816
Créances rattachées	5 334	5 925
Dépréciations	-4 982	-4 790
VALEUR NETTE AU BILAN	1 690 964	1 762 951

Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	662 902	866 233	1 027 710	2 556 845	767 804	772 611	994 012	2 534 427
Dont titres cotés	599 436	866 233		1 465 669	745 138	772 611		1 517 749
Dont titres non cotés (1)	63 466		1 027 710	1 091 176	22 666		994 012	1 016 678
Créances rattachées	5 335	6 890		12 225	5 925	5 777		11 702
Dépréciations	-194		-4 789	-4 983	-185		-4 605	-4 790
VALEUR NETTE AU BILAN	668 043	873 123	1 022 921	2 564 087	773 544	778 388	989 407	2 541 339

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 1 022 435 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 1 008 017 milliers d'euros)

- OPC étrangers 486 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 486 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 1 028 149 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2025 s'élève à 1 096 899 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2025 :

(En milliers d'Euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires		
OPC obligataires	500 036	500 409
OPC actions		
OPC autres	527 674	591 446
TOTAL	1 027 710	1 091 855

Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute		107 111	160 971	394 820	662 902	5 335	668 237	773 729
Dépréciations							-194	-185
VALEUR NETTE AU BILAN		107 111	160 971	394 820	662 902	5 335	668 043	773 544
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute		169 654	262 580	434 000	866 234	6 890	873 124	778 388
Dépréciations								
VALEUR NETTE AU BILAN		169 654	262 580	434 000	866 234	6 890	873 124	778 388

Note 6 - TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2025.

INFORMATIONS FINANCIERES FILIALES ET PARTICIPATIONS	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la CR Crédit Agricole Centre-est											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit											
SA CA NEXT BANK	CHF	308 764	150 675	18,3%	48 524	48 524	0	0	106 080	13 764	5 652
	EUR	328 054	160 088	18,3%	52 098	52 098	0	0	112 707	14 624	6 005
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées											
SASU TERRALUMIA (SASU CAMPUS CACE I)	EUR	49 050	48 122 744	100,0%	49 050	48 172	0	0	3 681 (CA)	-722	
	EUR	1 050	918	99,9%	1 998	1 998	0	0	0	-32	
SASU CACECI - CACE CAPITAL INVESTISSEMENT	EUR	129 840	109 966	100,0%	232 138	232 138	0	0	0	7 199	5624,69
SAS CA CE IMMOBILIER	EUR	9 000	11 137	100,0%	19 000	19 000	0	0	9 782 (CA)	426	
SARL CACEDI - CA CENTRE EST DEVELOPPEMENT IMMOBILIER	EUR	568 156	149 392	100,0%	651 339	651 339	0	0	81 097	79 542	81 019
SAS CAISCE – CA INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES CENTRE-EST	EUR	100 050	17 814	100,0%	100 050	100 050	0	0	1 562	1 041	1 229
SASU CACE'EN – CA CENTRE- EST ENERGIES NOUVELLES	EUR	45 050	1 375	100,0%	65 050	65 050	0	0	1 145	606	20
Autres titres de participations											
SAS RUE DE LA BOETIE	EUR	3 177 558	19 375 961	5,4%	1 239 444	1 239 444	0	0	1 998 470 (CA)	1 973 628	1 993 946
SAS SACAM MUTUALISATION	EUR	18 556 677	11 784	5,7%	1 064 145	1 064 145	0	0	258 877	256 906	
SAS SACAM AVENIR	EUR	277 623	-238	4,9%	30 967	25 777	0	0	0	-39	
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	EUR	725 471	103 502	5,7%	41 799	41 799	19 548	0	46 040 (CA)	31 135	44 819
SAS SACAM INTERNATIONAL	EUR	469 221	183 583	5,4%	48 789	48 236	0	0	35 483 (CA)	403 965	30 421
SA SACAM PARTICIPATIONS	EUR	62 558	27 583	3,9%	2 831	2 831	0	0	3 201 (CA)	2 645	1 332
SAS SIPAREX ASSOCIES	EUR	81 547	123 500	7,3%	18 116	18 116	0	0	186 (CA)	10 411	2 652
SAS C2MS	EUR	53 053	12 607	5,5%	2 907	2 907	0	0	2 801	1 587	1 965
SAS CARD-CA REGIONS DEVELOPPEMENT	EUR	214 706	110 249	1,5%	5 000	5 000	0	0	17 156	16 885	
SA DELTA	EUR	79 550	-8 166	4,6%	3 694	3 994	0	0	0	-6 343	
SAS SACAM IMMOBILIER	EUR	173 273	16 332	4,2%	7 730	7 730	0	0	4 264	4 145	4 264
SAS SACAM FIRECA	EUR	69 334	-15 213	4,9%	4 875	2 646	0	0	0	1 172	
SAS CAC PME	EUR	44 539	5 795	30,2%	16 698	16 698	0	0	2 722	3 259	671
SAS CAC PME 2	EUR	100 000	3 660	26,0%	26 000	26 000	0	0	1 522	5 621	220
SAS SACAM NEOPRO	EUR	45 169	-44	4,7%	2 109	2 107	0	0	0	-20	
SAS CAIT-CA INNOVATIONS ET TERRITOIRES	EUR	56 808	-16 077	4,3%	3 400	2 936	0	0	2 535	-4 844	
SAS CA TRANSITIONS A	EUR	154 080	7 859	1,3%	2 000	2 000	0	0	12 365	-8 040	
SAS GRANDS CRUS INVESTISSEMENT	EUR	44 993	37 795	2,4%	2 000	2 000	0	0	2 709	-4 644	
SAS SACAM TRANSITION ENERGIE	EUR	400 193	-38	4,6%	18 518	18 518	0	0	0	-30	
SAS SACAM SANTE ET TERRITOIRES	EUR			4,6%	4 700	4 700	0	0			
SAS DOXALLIA	EUR	661	35 920	2,5%	2 225	2 225	0	0	65 003 (CA)	-2 167	
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la CR Crédit Agricole Centre-est											
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit	EUR										
Participations dans des établissements de crédit											
Autres parts dans les entreprises liées											
Autres titres de participations	EUR				40 553	49 870	1 177				
TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS					3 759 223	3 759 223	20 725				

Valeur estimative des titres de participation

	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
(En milliers d'Euros)				
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	1 171 191	1 474 065	1 151 192	1 385 626
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-1 337		-487	
VALEUR NETTE AU BILAN	1 169 854	1 474 065	1 150 705	1 385 626
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	2 552 953	4 281 953	2 513 391	3 940 302
Titres cotés				
Avances consolidables	19 625	19 625	19 694	19 694
Créances rattachées	275	275	280	280
Dépréciations	-9 511		-20 107	
Sous-total titres de participation	2 563 342	4 301 853	2 513 258	3 960 276
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	29 299	30 273	27 099	28 398
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-514		-346	
Sous-total autres titres détenus à long terme	28 785	30 273	26 753	28 398
VALEUR NETTE AU BILAN	2 592 127	4 332 126	2 540 011	3 988 674
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	3 761 981	5 806 191	3 690 716	5 374 300

	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
(En milliers d'Euros)				
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	3 753 442		3 691 681	
Titres cotés				
TOTAL	3 753 442		3 691 681	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7 - VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Immobilisations financières

	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
(En milliers d'Euros)					
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	1 151 192	20 000			1 171 191
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-487	-850			-1 337
VALEUR NETTE AU BILAN	1 150 705	19 150			1 169 854
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	2 513 391	39 875	-313		2 552 953
Avances consolidables	19 693		-68		19 625
Créances rattachées	281			-6	275
Dépréciations	-20 107	-20	10 616		-9 511
Sous-total titres de participation	2 513 258	39 855	10 235	-6	2 563 342
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	27 099	1 943		257	29 299
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-346	-168			-514
Sous-total autres titres détenus à long terme	26 753	1 775		257	28 785
VALEUR NETTE AU BILAN	2 540 011	41 630	10 235	251	2 592 127
TOTAL	3 690 716	60 780	10 235	251	3 761 981

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Immobilisations corporelles et incorporelles

	01/01/2025	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2025
(En milliers d'Euros)					
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	452 346	5 471	-17 741	-49	440 027
Amortissements et dépréciations	-244 113	-22 969	16 907		-250 175
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	208 233	-17 498	-834	-49	189 852
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	5 348		-79	49	5 318
Amortissements et dépréciations	-1 660	-51			-1 711
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
VALEUR NETTE AU BILAN	3 688	-51	-79	49	3 607
TOTAL	211 921	-17 549	-913		193 459

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

La diminution des immobilisations corporelles (17 741 milliers d’euros en valeur brute) résulte principalement de la mise au rebut d’immobilisations d’agences rénovées ces derniers mois. Ce programme de rénovation de nos agences arrive par ailleurs à son terme, ce qui se traduit par un ralentissement des augmentations des immobilisations corporelles (5 471 milliers d’euros en valeur brute) par rapport aux années précédentes.

Note 8 - COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d’Euros)		
Autres actifs (1)		
Instruments conditionnels achetés	1 925	822
Comptes de stock et emplois divers	240	406
Débiteurs divers (2)	346 464	304 898
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	56	2 929
VALEUR NETTE AU BILAN	348 685	309 055
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	59 709	45 698
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	1 235	1 973
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers		
Charges constatées d'avance	4 730	3 199
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	11 181	18 601
Autres produits à recevoir	122 424	120 549
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	3 426	2 936
VALEUR NETTE AU BILAN	202 705	192 956
TOTAL	551 390	502 011

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 7 393 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 7 393 milliers d’euros au 31 décembre 2024 (Cf. note 14 Provisions).

Note 9 - DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d’Euros)	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	324 443	152 338	-125 141	-6 528		345 112
Sur opérations sur titres	4 790	1 060	-867			4 983
Sur valeurs immobilisées	20 941	1 038	-10 616			11 363
Sur autres actifs	797	3	-118			682
TOTAL	350 971	154 439	-136 742	-6 528		362 140

Note 10 - DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et emprunts :								
à vue	72 663				72 663	4	72 667	3 635
à terme		390		125 840	126 230	382	126 612	125 347
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	72 663	390		125 840	198 893	386	199 279	128 982
Opérations internes au Crédit Agricole								
Comptes ordinaires	24 903				24 903		24 903	11 371
Comptes et avances à terme	1 540 017	3 740 581	9 643 745	6 081 053	21 005 396	63 497	21 068 893	20 693 680
Titres donnés en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	1 564 920	3 740 581	9 643 745	6 081 053	21 030 299	63 497	21 093 796	20 705 051
TOTAL	1 637 583	3 740 971	9 643 745	6 206 893	21 229 192	63 883	21 293 075	20 834 033

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 11 - COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE**Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	9 390 246				9 390 246	308	9 390 554	9 212 406
Comptes d'épargne à régime spécial :	118 352				118 352		118 352	120 711
à vue	118 352				118 352		118 352	120 711
à terme								
Autres dettes envers la clientèle :	590 462	703 521	1 173 638	694	2 468 315	56 835	2 525 150	2 594 537
à vue	17 155				17 155	24	17 179	21 550
à terme	573 307	703 521	1 173 638	694	2 451 160	56 811	2 507 971	2 572 987
Valeurs données en pension livrée								
VALEUR AU BILAN	10 099 060	703 521	1 173 638	694	11 976 913	57 143	12 034 056	11 927 654

Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Particuliers	6 337 287	6 284 635
Agriculteurs	645 615	614 381
Autres professionnels	748 846	779 916
Clientèle financière	501 805	549 633
Entreprises	3 442 288	3 351 886
Collectivités publiques	19 802	16 802
Autres agents économiques	281 270	286 761
Total en principal	11 976 913	11 884 014
Dettes rattachées	57 143	43 640
VALEUR AU BILAN	12 034 056	11 927 654

Note 12 - DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE**Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle**

	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
(En milliers d'Euros)								
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables (1)			4 500		4 500	43	4 543	4 392
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
VALEUR NETTE AU BILAN			4 500		4 500	43	4 543	4 392

(1) dont aucune émission à l'étranger.

Note 13 - COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	1 925	822
Comptes de règlement et de négociation		19
Créditeurs divers	374 650	322 015
Versements restant à effectuer sur titres	108 451	147 027
VALEUR AU BILAN	485 026	469 883
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	54 857	53 536
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	1 055	1 789
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance	197 900	178 607
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	11 307	10 767
Autres charges à payer	99 624	92 778
Autres comptes de régularisation	10 940	4 326
VALEUR AU BILAN	375 683	341 803
TOTAL	860 709	811 686

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

Note 14 - PROVISIONS

	Solde au 01/01/2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2025
(En milliers d'Euros)						
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	214	263		-134		343
Provisions pour autres engagements sociaux	1 715	66		-26		1 755
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	36 495	78 194		-80 900		33 789
Provisions pour litiges fiscaux (1)	1 131		-1 131			
Provisions pour autres litiges (6)	1 380	3 239	-81	-65		4 473
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	210 679	553 562		-543 794		220 447
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts	1					1
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	1 621	509	-61	-295		1 774
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	7 951			-849		7 102
Autres provisions (5)	8 320	2 007	-1 969	-1 903		6 455
VALEUR AU BILAN	269 507	637 840	-3 242	-627 966		276 138

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois pour arriver à un stock de provision final 168,4 millions d'euros sur les 14 filières spécifiques : viticulture, culture, élevage, maraîchage, BTP, Distribution, Tourisme Hôtel Restaurant, Foncières, Promotion Immobilière, Financement à Effet de Levier, spécifique, automobile, cohérence B1/B2 et PGE.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement. En 2025, elle a été reprise à hauteur de 295 milliers d'euros, compte-tenu du système de provision mis en place dans la Caisse régionale.

(4) Cf note 15 ci-après

(5) Y compris les provisions pour les intérêts pour les DAT à taux progressifs.

(6) Dont 3 014 milliers d'euros lié à des prêts clients souscrits en francs Suisse.

Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice Contrats de location dont le Groupe est bailleur

, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 18 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Cf. note 31 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement UE n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement UE n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement UE n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 7 393 milliers d'euros au 31 décembre Contrats de location dont le Groupe est bailleur

identique au 31 décembre **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (Cf. note 8 Comptes de régularisation et actifs divers).

Note 15 - EPARGNE LOGEMENT**Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	346 536	776 613
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	251 664	1 462 399
Ancienneté de plus de 10 ans	2 960 049	1 799 527
Total plans d'épargne-logement	3 558 249	4 038 539
Total comptes épargne-logement	626 180	535 184
TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	4 184 429	4 573 723

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'Etat.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	37 808	18 683
Comptes épargne-logement	17 390	20 544
TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	55 198	39 227

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	522	1 820
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	893	1 620
Ancienneté de plus de 10 ans	5 202	4 530
Total plans d'épargne-logement	6 617	7 970
Total comptes épargne-logement	485	265
TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT	7 102	8 235

La provision épargne logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

Note 16 - ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**Variations de la dette actuarielle**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dette actuarielle à l'ouverture	51 844	50 328
Coût des services rendus sur l'exercice	3 747	3 825
Coût financier	1 741	1 611
Cotisations employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-172	65
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations versées (obligatoire)	-3 059	-3 739
(Gains) / pertes actuariels	-2 981	-538
Autres mouvements		

DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE	51 120	51 552
---------------------------------------	---------------	---------------

Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Coût des services rendus	3 747	3 825
Coût financier	1 741	1 611
Rendement attendu des actifs	-1 837	-1 675
Coût des services passés	0	0
(Gains) / pertes actuariels net	-65	-41
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	0	-426
CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT	3 586	3 294

Variations de juste valeur des actifs des régimes

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	56 022	54 488
Rendement attendu des actifs	1 837	1 675
Gains / (pertes) actuariels	-246	-38
Cotisations payées par l'employeur	3 457	3 529
Cotisations payées par les employés		
Modifications, réductions et liquidations de régime		
Variation de périmètre	-172	65
Indemnités de cessation d'activité		
Prestations payées par le fonds	-3 059	-3 697
Autres mouvements		0
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE	57 839	56 022

Variations de la provision

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes actuarielles à la clôture	-51 119	-51 551
Impact de la limitation d'actifs		
Juste valeur des actifs fin de période	57 839	56 022
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE	-343	-214

Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,65% ;
- Une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,20%.

Note 17 - DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'Euros)	31/12/2025							31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Europ.								
Franc Suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses				421 950	421 950	8 484	430 434	408 932

Dépôts de garantie à caractère mutuel								
VALEUR AU BILAN				421 950	421 950	8 484	430 434	408 932

(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 8 514 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 10 826 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 18 - VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital (1) (2)	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (3)	Ecarts conversion / réévaluation (4)	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
(En milliers d'Euros)								
Solde au 31/12/2023	191 454	3 513 256	1 357 747	352 391		290	256 777	5 671 916
Dividendes versés au titre de N-2							-24 284	-24 284
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-2		174 370	58 123				-232 493	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							276 428	276 428
Autres variations						4		4
Solde au 31/12/2024	191 454	3 687 626	1 415 870	352 392		294	276 428	5 924 064
Dividendes versés au titre de N-1							-27 552	-27 552
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		186 657	62 219				-248 876	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							307 944	307 944
Autres variations				1		1		2
Solde au 31/12/2025	191 454	3 874 283	1 478 089	352 393		295	307 944	6 204 458

(1) Le capital a été souscrit en totalité.

(2) Pas de Certificats Coopératifs d'Investissement émis

(3) Dont 274 781 milliers d'euros de primes d'émission, dont 77 462 milliers d'euros de primes de fusion.

(4) Pas de réévaluation légale.

Note 19 - COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Capitaux propres hors FRBG	6 204 458	5 924 063
Fonds pour risques bancaires généraux	214 196	214 196
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	6 418 654	6 138 259

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 430 433 milliers d'euros au 31 décembre 2025 408 931 milliers d'euros au 31 décembre 2024 ; le montant des dépôts de garantie à caractère mutuel s'élève à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 0 millier d'euros au 31 décembre 2024.

Note 20 - OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

(En milliers d'Euros)	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2025	Solde au 31/12/2024
Créances	209 334	237 197
Sur les établissements de crédit et institutions financières	74	74
Sur la clientèle	209 260	237 123
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Dettes	82 533	224 949
Sur les établissements de crédits et institutions financières	0	0
Sur la clientèle	82 533	224 949
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	0	0
Engagements donnés	39 802	43 476
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0	0
Garanties données à des établissements de crédit	18 671	22 286
Garanties données à la clientèle	21 131	21 190
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0

Note 21 - OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
- Devises				
- Euros				
Opérations de change à terme	156 567	156 373	118 752	118 553
- Devises	77 770	77 768	61 911	61 892
- Euros	78 797	78 605	56 841	56 661
Prêts et emprunts en devises				
TOTAL	156 567	156 373	118 752	118 553

Note 22 - OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	31/12/2025			31/12/2024
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
(En milliers d'Euros)				
Opérations fermes	4 821 912	792 503	5 614 415	6 143 166
Opérations sur marchés organisés				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme fermes sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré	4 821 912	792 503	5 614 415	6 143 166
Swaps de taux d'intérêt	4 821 912	791 053	5 612 965	6 141 716
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme fermes sur actions et indices boursiers		1 450	1 450	1 450
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		697 382	697 382	581 874
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		697 382	697 382	581 874
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		278 966	278 966	233 244
Vendus		278 966	278 966	233 244
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		69 725	69 725	57 693
Vendus		69 725	69 725	57 693
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
TOTAL	4 821 912	1 489 885	6 311 797	6 725 040

Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2025			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	113 241	26 208		113 241	26 208				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 266 149	2 036 673	2 310 143	1 266 149	2 036 673	2 310 143			
Caps, Floors, Collars	174 718	249 137	134 078	174 718	249 137	134 078			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		1 450			1 450				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 554 108	2 313 468	2 444 221	1 554 108	2 313 468	2 444 221			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	277 634	35 306		277 634	35 306				
Sous total	277 634	35 306		277 634	35 306				
TOTAL	1 831 742	2 348 774	2 444 221	1 831 742	2 348 774	2 444 221			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	90 849	24 537		90 849	24 537				
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	1 055 373	2 466 867	2 619 475	1 055 373	2 466 867	2 619 475			
Caps, Floors, Collars	63 602	309 478	93 408	63 602	309 478	93 408			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		1 450			1 450				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux									
Dérivés de crédit									
Sous total	1 209 824	2 802 332	2 712 883	1 209 824	2 802 332	2 712 883			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	235 569	1 736		235 569	1 736				
Sous total	235 569	1 736		235 569	1 736				
TOTAL	1 445 393	2 804 068	2 712 883	1 445 393	2 804 068	2 712 883			

Instruments financiers à terme : juste valeur

(En milliers d'Euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2025	Juste Valeur Négative au 31/12/2025	Encours Notionnel au 31/12/2025	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024
Futures						
Options de change	1 108	1 108	139 449	648	648	115 386
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	144 565	85 860	5 612 964	163 624	109 241	6 141 716
Caps, Floors, Collars	2 094	2 094	557 932	2 210	2 210	466 488
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices		39	1 450		94	1 450
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	147 767	89 101	6 311 795	166 482	112 193	6 725 040
Swaps de devises						
Opérations de change à terme			312 940			237 305
Sous total			312 940			237 305
TOTAL	147 767	89 101	6 624 735	166 482	112 193	6 962 345

Information sur les Swaps**Ventilation des swaps de taux d'intérêt**

(En millier d'Euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux				
Contrats assimilés	791 053	628 358	4 193 554	

Transferts effectués au cours de l'exercice

(En milliers d'Euros)	Classification au 31/12/2025			
Nouveau portefeuille	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Ancien portefeuille				
Position ouverte isolée				
Micro-couverture				
Macro-couverture				
Swaps de transaction				

Pas de transfert effectué au cours de l'exercice 2025.

Note 23 - ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	2 505 368	2 393 549
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 505 368	2 393 549
Engagements de garantie	815 752	852 199
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	29 463	36 702
Engagements d'ordre de la clientèle	786 289	815 497
Engagements sur titres	5 501	5 357
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	5 501	5 357

Engagements reçus		
Engagements de financement	19 600	41 575
Engagements reçus d'établissements de crédit	19 600	41 575
Engagements reçus de la clientèle		
-		
Engagements de garantie	12 861 402	12 482 925
Engagements reçus d'établissements de crédit	761 397	771 000
Engagements reçus de la clientèle (1)	12 100 005	11 711 925
-		
Engagements sur titres	5 501	5 357
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	5 501	5 357

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2025, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 1 67 803 milliers d'euros contre 296 753 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Note 24 - ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE**Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a apporté 11 150 102 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 11 349 946 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a apporté :

- 2 004 880 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 975 336 milliers d'euros en 2024 ;

- 454 895 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 442 904 milliers d'euros en 2024 ;

- 8 690 327 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 8 931 706 milliers d'euros en 2024.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

Note 25 - PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Sur opérations avec les établissements de crédit	7 893	19 528
Sur opérations internes au Crédit Agricole	141 983	148 855
Sur opérations avec la clientèle	694 902	691 773
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	39 620	31 229
Produit net sur opérations de macro-couverture	25 328	91 001
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		19
Intérêts et produits assimilés	909 726	982 405
Sur opérations avec les établissements de crédit	-8 697	-15 134
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-530 842	-612 210
Sur opérations avec la clientèle	-80 554	-88 744
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-7 167	-2 054
Sur dettes représentées par un titre	-147	-155
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-627 407	-718 297
TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)	282 319	264 108

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2025 est de 147 milliers d'euros contre 155 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note 35 des présents comptes annuels). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 26 - REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	189 064	174 536
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	7 986	6 745
Opérations diverses sur titres		
TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	197 050	181 281

Note 27 - PRODUIT NET DES COMMISSIONS

	31/12/2025			31/12/2024		
(En milliers d'Euros)	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 887	-540	1 347	2 007	-553	1 454
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 055	-11 316	-4 261	42 482	-54 394	-11 912
Sur opérations avec la clientèle	96 486	-1 875	94 611	93 555	-2 013	91 542
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	720		720	835		835
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	723		723	1 019		1 019
Sur prestations de services financiers (1)	282 798	-41 340	241 458	276 489	-35 088	241 402
Provision pour risques sur commissions	653	-446	207	1 828	-810	1 018
TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS	390 322	-55 517	334 805	418 215	-92 858	325 35

(1) Dont prestations assurance-vie : 53 761 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 53 690 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 28 - GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	4 720	4 215
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	644	-860
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	5 364	3 355

Note 29 - GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-22	-179
Reprises de dépréciations		33
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-22	-146
Plus-values de cession réalisées	17 546	13 038
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	17 546	13 038
Solde des opérations sur titres de placement	17 524	12 892
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations	-1 038	-2 672
Reprises de dépréciations	867	253
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-171	-2 419
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		-2
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		-2
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-171	-2 421
GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	17 353	10 471

Note 30 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Produits divers	8 173	4 363
Quote part des opérations faites en commun		
Refacturation (1)	81	45
Reprises provisions	78	45
Autres produits d'exploitation bancaire	8 332	4 453
Charges diverses (1)	-825	-648
Quote part des opérations faites en commun	-742	-789
Refacturation		
Dotations provisions	-34	-41
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 601	-1 478
TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	6 731	2 975

(1) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation » intégrait les transferts de charges pour 5 639 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Charges diverses » pour 6 122 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Note 31 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	31/12/2025	31/12/2024
(En milliers d'Euros)		
Frais de personnel		
Salaires et traitements (2)	-127 327	-135 510
Charges sociales	-64 096	-63 053
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-15 808	-15 688
Intéressement et participation	-30 204	-26 715
Impôts et taxes sur rémunérations	-28 459	-27 827
Total des charges de personnel	-250 086	-253 105
Refacturation et charges de personnel (2)	1 480	7 638
Frais de personnel nets	-248 606	-245 467
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-5 014	-4 491
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1) (3)	-150 637	-148 192
Total des charges administratives	-155 651	-152 683
Refacturation et charges administratives (3)	2 430	2 490
Frais administratifs nets	-153 221	-150 193
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-401 827	-395 660

(1) Dont 18 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2025

(2) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges de personnel » intégrait les transferts de charges de personnel pour 6 464 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur les lignes « Salaires et traitements » pour 6 542 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

(3) Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation et charges administratives » intégrait les transferts de charges administratives pour 393 milliers d'euros, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires » pour 470 milliers d'euros suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge en lien avec l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 (cf Note 2 – Principes et méthodes comptables). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de charges générales d'exploitation présenté au 31 décembre 2024.

Effectif moyen**Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	800	793
Non cadres	1 859	1 907
Total de l'effectif moyen	2 659	2 700
Dont : - France	2 659	2 700
- Etranger	0	
Dont : personnel mis à disposition	12	11

Note 32 - COUT DU RISQUE

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux provisions et dépréciations	-777 836	-738 255
Dépréciations de créances douteuses	-142 652	-161 066
Autres provisions et dépréciations	-635 184	-577 189
Reprises de provisions et dépréciations	751 216	702 233
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	125 375	147 619
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	625 841	554 614
Variation des provisions et dépréciations	-26 620	-36 022
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-9 375	-4 284
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-27 918	-15 220
Décote sur prêts restructurés	-320	-307
Récupérations sur créances amorties	612	870
Autres pertes	-25	-7
Autres produits		
COUT DU RISQUE	-63 646	-54 970

(1) Dont 11 190 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 6 528 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 107 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 874 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 16 728 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

Note 33 - RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-1 038	-860
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-1 038	-860
Reprises de dépréciations	10 616	5 317
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme (1)	10 616	5 317
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	9 578	4 457
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	9 578	4 457
Plus-values de cessions réalisées	45	2 283
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	45	2 283
Moins-values de cessions réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	45	2 283
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	45	2 283
Solde en perte ou en bénéfice	9 623	6 740
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions	2 220	1 066
Moins-values de cessions	-724	-5 856
Solde en perte ou en bénéfice	1 496	-4 790
RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES	11 119	1 950

(1) Au 31/12/2025, une reprise de provision de 10 148 milliers d'euros a été comptabilisée sur les titres SACAM international

Note 34 - CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Néant

Note 35 - IMPOT SUR LES BENEFICES

La charge d'impôt 2025 s'établit à 58 299 milliers d'euros (avec un taux d'imposition de 30.98%).

Cette charge d'impôt est composée d'un Impôt sur les Sociétés brut de 49 912 milliers d'euros, d'une contribution exceptionnelle propre à la Caisse régionale au taux de 20.6% de 9 510 milliers d'euros, d'un produit d'impôt différé sur les PTZ de 1 003 milliers d'euros, d'un gain d'IS sur dividendes reçus du groupe fiscal Crédit-Agricole de 1 712 milliers d'euros, d'un produit d'impôt issu de la liquidation de l'IS 2024 de 83 milliers d'euros, d'une perte issue de l'intégration fiscale de 925 milliers d'euros au titre du sous palier Centre-est,, d'une surcharge d'IS liée au partage de la surtaxe de CASA de 41.2% pour 1 737 milliers d'euros, ainsi que divers crédits d'impôt pour un montant de 987 milliers d'euros.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 11 247 milliers d'euros dont 4 534 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Note 36 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Néant

Note 37 - AFFECTATION DES RESULTATS

Résultat net de l'exercice	307 944 169,83
Report à nouveau	
Réserve spéciale loi sur le mécénat	
Intérêts aux parts sociales	7 681 655,99
Rémunération des certificats coopératifs d'associés	23 095 812,74
Versement à la réserve légale	207 875 025,83
Versement aux réserves facultatives	69 291 675,27

4-RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

À l’Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-est,

Opinion
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-Est relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.
Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.
L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit
Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.
Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la "Note 2 Principes et méthodes comptables" de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthodes comptables induites par la première application du règlement ANC n° 2022-06 (modernisation des états financiers).

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, la Caisse Régionale est exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (paragraphe « Créances et engagements par signature » de la note 2), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de la caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans le paragraphe « Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025 » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 345,1 millions d'euros.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> -mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; -testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ; -apprécié les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ; -mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels, paragraphe « Créances et engagements par signature » de la note 2, la caisse régionale constate au titre des expositions de crédit au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de la caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 220,4 millions d'euros au 31 décembre 2025 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré, qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans le paragraphe « Événements significatifs relatifs à l'exercice 2025 » de la note 1 de l'annexe aux comptes annuels ; -l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local). 	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prendre connaissance, lors d'un examen critique des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : -la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ; -le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut loss given default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ; -le respect des règles de gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ; -la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les provisions. -apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ; -contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ; -apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ; -apprécier l'évolution des expositions et des provisions par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ; -apprécier les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-Est par votre assemblée générale du 17 mars 2004 pour le cabinet KPMG S.A. et du 26 mars 2013 pour le cabinet FORVIS MAZARS.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG S.A. était dans la 22^{ème} année de sa mission et le cabinet FORVIS MAZARS dans la 13^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

-il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Lyon, le 9 mars 2025

FORVIS MAZARS

Paul-Armel JUNNE

Associé

Lyon, le 9 mars 2025

KPMG S.A.

Rémi VINIT-DUNAND

Associé

5-RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Est,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Investissement dans le fonds GRAMEEN - WOMEN EMPOWERMENT FOR CLIMATE (WEC)

Personne concernée :

Raphaël Appert, Directeur Général de votre caisse régionale et Président de la fondation Grameen Crédit Agricole.

Nature et Objet :

Il s'agit d'un fonds d'investissement à impact dédié aux secteurs bénéficiant prioritairement aux femmes et à l'adaptation climatique dans les pays émergents. Le fonds cible le financement de trois secteurs clés : l'accès à l'eau propre, l'accès à l'énergie propre, l'accès aux techniques agricoles durables.

L'objectif du fonds est de financer des institutions financières (60%) et des PME (40%) situées principalement en Asie du Sud (80%) et en Afrique (20%).

La gestion du fonds WEC sera externalisée, elle sera confiée à la société luxembourgeoise Inn pact. La fondation Grameen Crédit Agricole aura un rôle d'initiateur et de conseiller du fonds.

Modalités:

La participation de la Caisse à ce financement se traduirait par la souscription dans le fonds Grameen Women Empowerment for Climate (WEC) d'un montant de 500 milliers d'euros.

Nous vous précisons que la convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2025.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société :

Cet investissement s'inscrit dans une stratégie globale d'investissement dans la transition énergétique et environnementale.

Intégration fiscale entre la Caisse Régionale et Crédit Agricole SA**Renouvellement de la convention entre la Caisse Régionale et Crédit Agricole S.A. dont Raphaël Appert est Vice-Président**

Personne concernée :

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse Régionale.

-Nature et Objet :

La convention prévoit de réallouer l'économie d'impôt liée à la minoration du résultat d'ensemble du groupe fiscal qui résulte de la neutralisation des dividendes intra-groupe. Par ailleurs, votre Caisse Régionale est tête du sous palier d'intégration fiscale incluant les 127 Caisses Locales et les filiales suivantes :

Prestimmo
Interimob
SEPI SNC
Compagnie Foncière Lyonnaise
Crédit Agricole Centre-est Développement Immobilier
Wiggins France
Crédit Agricole Centre-est Immobilier
Crédit Agricole Création
Crédit Agricole Investissements Stratégiques Centre-est
Crédit Agricole Centre-est Capital investissement
SAS Campus CACE II
Terralumia
CACE Energies Nouvelles
Presthoger

Modalités :

Cette convention a généré une déduction fiscale pour la Caisse Régionale Centre-est de 1 712 milliers d'euros au titre de la réallocation de l'économie d'impôt liée à la minoration du résultat d'ensemble du groupe fiscal.

Nous vous précisons que la convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2025.

Convention de Groupe TVA entre la Caisse Régionale et Crédit Agricole SA**Renouvellement de la convention entre la Caisse Régionale et Crédit Agricole S.A. dont Raphaël Appert est Vice-Président.**

Personne concernée :

Raphaël Appert, directeur général de votre Caisse régionale.

Nature et objet

Il est rappelé que les Caisses régionales ont préalablement accepté en application de l'article 256 C du code général des impôts :

La constitution du groupe TVA,

La désignation de CASA comme représentant de l'assujetti unique au titre du Groupe TVA,

L'exercice par CASA de l'option pour la constitution du Groupe TVA avec effet au 1er janvier 2023.

CASA a opté pour la création du Groupe TVA dans un courrier en date du 18 octobre 2022, à compter du 1er janvier 2023 pour une période de trois années civiles, CASA ayant été désigné comme assujetti unique pour les besoins de la TVA.

La Convention de Groupe TVA Crédit Agricole qui régit les grands principes de fonctionnement du Groupe de TVA arrivant à échéance au 31/12/2025, son renouvellement est proposé pour une période d'un an en y ajoutant un mécanisme de tacite reconduction sauf dénonciation par CASA ou par la Caisse régionale.

A ce titre, il est envisagé que CASA soit mandaté par les Caisses régionales afin d'assurer au nom et pour leur compte en tant que membres du Groupe TVA :

Le bon fonctionnement du Groupe TVA,

La centralisation des données relatives à l'établissement des déclarations de chiffre d'affaires du Groupe TVA,

La mise à jour du périmètre du Groupe TVA (notamment les entrées et sorties du Groupe TVA),

Le recouvrement auprès des Caisses régionales membres des participations dues par le Groupe TVA lors de leur appartenance au Groupe TVA.

La convention de Groupe TVA Crédit Agricole repose sur les principes directeurs suivants :

Le respect de la plus parfaite autonomie des Caisses régionales membres du Groupe TVA notamment au regard de leur politique fiscale et de l'établissement de leurs déclarations fiscales ;

La neutralité fiscale selon laquelle la contribution d'impôts due par la Caisse membre du Groupe TVA Crédit Agricole ne saurait excéder le montant de TVA qu'elle aurait versé au Trésor si elle n'était pas entrée dans le régime de TVA Groupe Crédit Agricole.

L'indemnisation des perdants qui apportent un gain au Groupe TVA et qui contribuent à majorer le prorata de déduction du groupe Crédit Agricole en améliorant la capacité de déduction de TVA du Groupe TVA.

La part du gain net : les économies d'impôts réalisés par la mise en œuvre du Groupe TVA seront, après complète indemnisation des membres « perdants » du Groupe TVA, partagées entre les entités du Pôle Crédit Agricole S.A. et le pôle mutualiste.

Dans ce cadre, la part des gains revenant à ces entités du Pôle mutualiste sera répartie en fonction du pourcentage de la contribution de chacune de ces entités du Pôle mutualiste à l'alimentation du fonds de péréquation dont le fonctionnement est détaillé dans la Convention de Groupe TVA.

Pour les entités détenues conjointement entre CASA et les Caisses régionales, les économies de TVA générées feront l'objet d'une répartition du gain net entre le Pôle Crédit agricole S.A et le Pôle mutualiste selon le pourcentage de détention du capital concerné.

Par ailleurs, la Convention de Groupe TVA détaille les obligations déclaratives, documentaires et d'archivage attribuées :

A la Caisse comme à chacun des autres membres du Groupe TVA y.c. les modalités de remontées d'informations à CASA comme Représentant du Groupe TVA,

A CASA comme Représentant du Groupe TVA.

Par ailleurs, les droits de contrôle et de renseignements prévus en faveur de CASA comme Représentant du Groupe TVA notamment en cas de contrôles fiscaux sont étayés dans la Convention de Groupe TVA.

Modalités

La Convention a été conclue pour une durée initiale de trois ans allant jusqu'au 31 décembre 2025 (inclus) et a pris effet rétroactivement à compter du 1er janvier 2023.

Son renouvellement est proposé pour une période d'un an en y ajoutant un mécanisme de tacite reconduction sauf dénonciation par CASA ou par la Caisse régionale.

Le produit relatif à la Convention de Groupe TVA s'élève à 6 595 K€ pour le Crédit Agricole Centre-est au 31 décembre 2025.

Nous vous précisons que la convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2025.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société

Ce régime, effectif le 1er janvier 2023 et applicable au périmètre du Groupe TVA éligible et arrêté, permet de conserver les économies de TVA réalisées dans le cadre de l'ancien régime de l'article 261 B du CGI, et dans le même temps de réaliser des gains de TVA supplémentaires liés notamment à l'absence de frottement de TVA dans le cadre des relations intragroupes.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Suspension du contrat de travail de Raphaël Appert Convention entre la Caisse Régionale et son Directeur Général

Personne concernée :

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse Régionale.

Nature et Objet :

Monsieur Raphaël Appert a été nommé Directeur Général de la Caisse Régionale Centre-est en date du 1er janvier 2010, par délibération du Conseil d'Administration. Dans le cadre de cette nomination comme mandataire social, le contrat de travail de Raphaël Appert a été suspendu de fait.

Le Conseil d'Administration du 28 avril 2017 a validé le fait de formaliser cette suspension et a approuvé la convention de suspension de contrat de travail de Directeur Général Adjoint.

Modalités :

Cette convention fixe une rémunération propre au contrat suspendu et prévoit les modalités de réactivation du contrat.

Avance en compte courant d'associé avec la SAS la Boétie Convention entre la Caisse Régionale et SAS la Boétie dont Raphaël Appert est Vice-Président.

Personne concernée :

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale.

Nature et objet

La SAS Rue La Boétie détenait 57,1% du capital de CASA au moment de l'autorisation de la convention.

L'Assemblée générale de la SAS Rue La Boétie du 11 mai 2022 a, dans ses 41ème et 42ème résolutions, autorisé et conféré tout pouvoir au Président et/ou Vice-Président à l'effet d'acquérir des actions CASA pour un montant maximal d'un milliard (1.000.000.000) d'euros et à conclure à cette fin des conventions de prêt ou de compte courant avec les Caisses régionales, ce qui permettrait de reluer indirectement les Caisses régionales dans le capital de CASA au-delà de 60% au cours de bourse du moment.

Le Conseil d'administration de la SAS Rue La Boétie, réuni le 9 novembre 2022, a notamment autorisé :

le principe de la mise en place d'un projet d'acquisition des actions CASA financé par un système d'avances en compte courant de la part des Caisses régionales sous réserve de l'autorisation de leurs Conseils d'administration ;
de confier à son Président tous pouvoirs afin de mettre en place, de conclure et d'exécuter ce projet et notamment d'accomplir toute démarche en vue de saisir les Caisses régionales aux fins d'autoriser le financement de cette acquisition d'actions CASA sur le marché.

Dans une communication en date du 10 novembre 2022, la SAS Rue La Boétie a informé le marché de son intention :

d'acquérir d'ici la fin du premier semestre 2023, pour des raisons patrimoniales et compte tenu des conditions de marché actuelles, jusqu'à un milliard d'euros de titres CASA ;
de ne pas accroître sa participation au-delà de 65% du capital de CASA.

L'assemblée générale de la SAS Rue La Boétie tenue le 16 novembre 2022 a autorisé l'opération et la signature du contrat financier avec HSBC, prestataire de services d'investissement.

Cette opération d'acquisition de titres CASA, intégrant à la fois les conditions de marché actuelles et les perspectives de rendement sur le titre CASA, s'inscrivait dans une stratégie patrimoniale à long terme des Caisses régionales de Crédit Agricole Mutuel, convaincues du potentiel de création de valeur mis en évidence dans le récent plan stratégique « Ambition 2025 » de CASA.

La SAS Rue La Boétie ne disposait pas de la trésorerie ou du financement nécessaire pour réaliser ce projet d'acquisition d'actions CASA. Il a donc été proposé à chaque Caisse Régionale de mettre en place une nouvelle avance en compte courant d'associé en faveur de la SAS Rue La Boétie, calculée et répartie entre les Caisses Régionales à concurrence d'un financement global par tous ces prêts d'associés égal à un milliard d'euros (1.000.000.000€).

Il a été proposé que la quote-part de financement soit fixée à hauteur de leur poids de bilan pour les Caisses régionales dont le taux de détention du capital de la SAS Rue la Boétie est inférieur à 1%, ou de leur poids au capital de la SAS Rue la Boétie pour les autres Caisses régionales, déduction faite des participations souscrites par les Caisses régionales dont le poids est inférieur à 1%.

Les tirages donneront lieu à une rémunération à des conditions de marché.

Chaque avance en compte courant d'associé a une durée comprise entre la date de signature de la convention d'avance et son terme prévu au 31 juillet 2023, étant précisé que la SAS Rue La Boétie disposerait d'une option de remboursement anticipé de l'avance, en tout ou partie, et moyennant un délai de préavis raisonnable, ou de remboursement de l'avance par capitalisation.

Le taux de rémunération de cette avance serait égal au taux annuel de l'Euribor un mois applicable à compter de la date de mise à disposition des fonds. Le Président de la SAS Rue la Boétie précise enfin que le montant global d'un milliard d'euros (1.000.000.000 €) auprès de l'ensemble des Caisses régionales pourrait être appelé sous forme d'avis de tirage échelonnés en une ou plusieurs fois d'ici le 28 février 2023.

Modalités

Cette opération a généré un produit de 82 K€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Nous rappelons que l'avance s'élevait à 53,8 M€ au 31 décembre 2022, elle a été capitalisée en juin 2023.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société

Cette opération permet à votre Caisse régionale de soutenir l'opération d'acquisition d'actions Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue la Boétie.

Conclusion du pacte d'associés de la société holding dénommée ESTEY

Opération entre la Caisse Régionale, la société ESTEY et Crédit Agricole SA, dont Raphaël Appert est Vice-Président.

Personne concernée :

Raphaël Appert, Directeur Général de votre Caisse régionale et Vice-Président de Crédit Agricole SA.

Nature et objet

Il est envisagé de créer un partenariat stratégique exclusif de nature commerciale, industrielle et capitalistique entre le groupe Crédit Agricole (en ce compris la Caisse) et le groupe Worldline, dans le domaine des services monétiques à destination des clients commerçants des Entités du Groupe Crédit Agricole français et étrangers en France.

Dans le cadre du Partenariat, il est envisagé que les Entités du Groupe Crédit Agricole détiennent une participation dans la Société Commune à créer avec Worldline par le biais de la Holding du Groupe Crédit Agricole, signent le Pacte Holding et adhèrent aux Statuts, de manière à permettre :

Une approche unifiée et cohérente des sujets de gouvernance entre les Entités du Groupe Crédit Agricole vis-à-vis de Worldline en déterminant l'orientation et l'expression des décisions du groupe Crédit Agricole dans les instances de gouvernance de la Société Commune ;

Si nécessaire, un ajustement de la répartition capitalistique indirecte des Entités du Groupe Crédit Agricole dans la Société Commune pendant la durée du Partenariat afin notamment d'assurer une cohérence entre la répartition du capital et la valeur créée dans la Société Commune par chacune des Caisses régionales et LCL en fonction de leur activité monétique commerçants respective ;

De définir les modalités du mandat confié à Crédit Agricole Payment Services par les Caisses régionales (y compris la Caisse) et LCL pour les représenter et conclure des actes auprès de la Société Commune et de Worldline ;

Une optimisation financière des modalités de détention de la participation des Entités du Groupe Crédit Agricole dans la Société Commune ;

De porter les engagements et les investissements du groupe Crédit Agricole dans la Société Commune pendant la durée du partenariat avec Worldline.

Modalités

Cette opération n'a pas eu d'impact sur le résultat de l'exercice 2025.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société

La conclusion du Pacte Holding est dans l'intérêt de la Caisse pour les motifs qui ont été exposés dans la partie « Nature et objet ».

Souscription à l'augmentation de capital de la SACAM Transition Energie

Souscription de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-Est à l'augmentation de capital de SACAM Transition Energie ayant pour objet le financement de l'augmentation de capital de la société Crédit Agricole Transitions & Energies dans laquelle Pascal Désamais est administrateur.

Personne concernée :

Pascal Désamais, Président de votre caisse régionale et administrateur de Crédit Agricole Transitions & Energies.

Nature et objet:

Pour couvrir les besoins en fonds propres de Crédit Agricole Transitions et Energies (CAT&E), constituée en avril 2021 par Crédit Agricole S.A., il est proposé aux Caisses régionales de devenir indirectement co-actionnaires de CAT&E, aux côtés de Crédit Agricole S.A.

L'objectif de CAT&E est d'accompagner la transformation des acteurs économiques vers la décarbonation et l'adaptation au changement climatique et de favoriser le développement des énergies renouvelables ainsi que leurs usages. Le groupe vise à positionner CAT&E en qualité d'acteur clé du secteur des énergies renouvelables et des transitions énergétiques dans les territoires à horizon 2030 (« Nouveau Métier d'Énergéticien »).

Il est proposé aux Caisses régionales de devenir indirectement co-actionnaires de CAT&E, aux côtés de Crédit Agricole S.A. A cette fin, SACAM Transition Energie, qui porterait la participation globale des Caisses régionales, et Crédit Agricole S.A. doteraient la société CAT&E de moyens importants à travers une augmentation de capital social par émission d'actions nouvelles en contrepartie d'apports en numéraire. SACAM Transition Energie et Crédit Agricole S.A. souscriraient à l'augmentation de capital de CAT&E, respectivement à hauteur de 400 millions d'euros chacune.

En conséquence, SACAM Transition Energie propose de procéder à une augmentation de capital réservée pour un montant total maximum de 400 175 k€, à laquelle les Caisses régionales pourraient souscrire intégralement.

Modalités:

La participation de la Caisse à ce financement se traduirait par la souscription de la Caisse à l'augmentation de capital de SACAM Transition Energie pour un montant de 18 518 k€. Cette augmentation de capital de SACAM Transition Energie ferait l'objet de libérations annuelles entre 2024 et 2027.

Nous vous précisons que la convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 19 avril 2024.

Motifs justifiant de son intérêt pour la société :

Cet investissement s'inscrit dans la stratégie globale d'investissement dans le secteur énergétique.

Les commissaires aux comptes

Lyon, le 9 mars 2026
KPMG SA

Rémi Vinit-Dunand
Associé

Lyon, le 9 mars 2026
FORVIS MAZARS SAS

Paul-Armel Junne
Associé

6-LE PROJET DE RESOLUTIONS PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.**PROJET DE RESOLUTIONS****Première résolution**

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes, approuve ces rapports dans toutes leurs parties. Elle approuve les comptes sociaux de l'exercice 2025 et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2025.

Troisième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de constats des commissaires aux comptes résultant de procédures convenues relatives aux comptes globalisés (comptes de la Caisse régionale et des Caisses locales) au 31 décembre 2025, approuve les comptes globalisés de l'exercice 2025.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L 225-38 du Code de commerce prend acte des conclusions de ce rapport et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, accepte la proposition du Conseil d'administration de fixer, pour l'exercice 2025, le taux d'intérêt des parts sociales à 5,35 %, et le dividende à verser aux porteurs de certificats coopératifs d'associés à 7,24 euros par titre (arrondi supérieur).

Conformément à la loi, l'Assemblée générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Intérêts aux parts sociales

Exercice	Nb Parts sociales	Distribution	Taux d'intérêt
2022	9 572 157	3 589 558,88€	2,50 %
2023	9 572 157	5 025 382,50€	3,50 %
2024	9 572 157	6 820 161,86€	4,75 %

Rémunération des certificats coopératifs d'associés (CCA)

Exercice	Nb de CCA	Rémunération des CCA	Rémunération par titre
2022	3 191 415	19 185 737,57€	6,01 €
2023	3 191 415	19 258 274,12€	6,03 €
2024	3 191 415	20 732 086,97€	6,50 €

Sixième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, accepte les propositions du Conseil d'administration relatives à l'affectation du résultat. Le résultat net de l'exercice s'établit à 307 944 169,83 euros, ce qui conduit à déterminer la répartition du résultat disponible comme suit :

Réserve spéciale de la loi sur le mécénat	0 €
Intérêt aux parts sociales à 5,35 %	7 681 655,99 €
Rémunération des certificats coopératifs d'associés	23 095 812,74 €

Versement à la réserve légale
Versement aux réserves facultatives

207 875 025,83 €
69 291 675,27 €

Septième résolution

Le capital social, qui était de 191 453 580 euros au 1^{er} janvier 2025 s'élève à 191 453 580 euros au 31 décembre 2025.

Il se décompose comme suit :

	Nombre	Valeur Nominale	Capital
Parts sociales détenues par les Administrateurs	14	15	210
Parts sociales détenues par les Caisses Locales	9 572 142	15	143 582 130
Part sociale détenue par SACAMMUTUALISATION	1	15	15
Certificats Coopératifs d'Associés	3 191 415	15	47 871 225

L'Assemblée générale constate la stabilité du capital.

Huitième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance de la proposition faite sur ce sujet par le Conseil d'administration en fonction des recommandations de la FNCA, et en application des dispositions de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, décide de fixer à 541 000 euros la somme globale allouée au titre de l'exercice 2026 au financement des indemnités des administrateurs et donne tous pouvoirs au Conseil d'administration de la Caisse régionale pour déterminer l'affectation de cette somme.

Neuvième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, après avoir pris connaissance des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération des Personnels identifiés de la Caisse régionale, consultée en application de l'article L. 511-73 du Code monétaire et financier, émet un avis favorable sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées du rant l'exercice 2025, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la Caisse régionale au sens de l'article L. 511-71 du Code monétaire et financier, laquelle s'élève à 3 992 679,04 euros.

Dixième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, sur le rapport du Conseil d'administration statuant en application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, approuve le montant global s'élevant à 59 250,47 euros de charges non déductibles, visées au 4 de l'article 39 de ce Code, ainsi que le montant s'élevant à 18 355,80 euros de l'impôt sur les sociétés acquittés sur ces dépenses.

Onzième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, réélit, en exécution de l'article 15 des statuts, les Administrateurs sortants suivants, pour une durée de 3 ans :

Eric ANGELOT
Véronique DE GUELIS
Hubert JANIN
Didier LAPOSTOLET
Martine RAPHY

Les fonctions de ces Administrateurs viendront à expiration lors de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2028, sauf dispositions statutaires contraires.

Douzième résolution

L'Assemblée générale prend acte de la fin du mandat d'Administrateur de Monsieur Pascal DESAMAIS et de Madame Danièle BEAUDOT, atteints par la limite d'âge, ainsi que de la fin du mandat de Madame Catherine LOTTE, qui n'a pas demandé à être renouvelée.

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de nouvel administrateur, Caroline MAGNARD pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, Monsieur Pascal DESAMAIS, soit pour une durée d'un an.

Les fonctions de ce nouvel Administrateur viendront à expiration lors de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2027 sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2026, sauf dispositions statutaires contraires.

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de nouvel administrateur, Caroline DEVILLARD pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, Madame Danièle BEAUDOT, soit pour une durée de deux ans.

Les fonctions de ce nouvel Administrateur viendront à expiration lors de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice social clos le 31

décembre 2027, sauf dispositions statutaires contraires.

L'Assemblée générale décide de nommer en qualité de nouvel administrateur, Stéphanie LODDO en remplacement de Madame Catherine LOTTE, pour une durée de trois ans.

Les fonctions de ce nouvel Administrateur viendront à expiration lors de l'Assemblée générale appelée à statuer en 2029 sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2028, sauf dispositions statutaires contraires.

L'Assemblée générale prend acte que pour l'exercice à venir le Conseil d'Administration sera composé de 14 administrateurs.

Treizième résolution

L'Assemblée générale, statuant en la forme ordinaire, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qui seront nécessaires.

B- Comptes consolidés au 31/12/2025

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

I.- CADRE GENERAL**Présentation juridique de l'entité**

Le Crédit Agricole Centre-est, ayant son siège social 1 rue Pierre de Truchis de Lays à Champagne au Mont d'Or - 69410, est une société coopérative à capital variable immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 399973825. Son code APE est 6419Z.

Sont rattachées au Crédit Agricole Centre-est, 127 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre. Les comptes individuels sont représentatifs des comptes du Crédit Agricole Centre-est seul, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales en sus des comptes des filiales consolidées.

De par la loi bancaire, le Crédit Agricole Centre-est est un établissement de crédit doté des compétences bancaires et commerciales subséquentes et est soumis à la réglementation bancaire.

Le Crédit Agricole Centre-est exerce également une activité d'assurance.

Un Groupe bancaire d'essence mutualiste

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12,3 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue La Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

Relations internes au Crédit Agricole**Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis avril 2020, les Caisses régionales doivent se refinancer sous forme d'avances, dites « avances globales », auprès de Crédit Agricole S.A. pour les 50% restant des ressources d'épargne qu'elles ont collectées.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme prêts en blanc négociés à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 (1). Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette (2), c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

(2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

Informations relatives aux parties liées

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts reçus sur avance en comptes courants		
SAS Sacam Développement	882	885
SAS Rue la Boétie	82	1 352
Dividendes reçus		
CA Technologies et Services	42	51
SAS Rue la Boétie (acompte)	113 941	106 700
SAS Sacam Développement	1 801	2 226
SAS Sacam International	1 854	1 464
SNC Sacam Mutualisation	14 536	14 728
Sacam Immobilier	169	103
Sacam Assurance Caution	113	132

II.- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**1.-COMPTE DE RESULTAT**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés (1)	982 471	1 067 707
Intérêts et charges assimilées (1)	-675 334	-783 303
Commissions (produits) (1)	390 157	417 323
Commissions (charges) (1)	-55 730	-93 101
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	76 205	51 102
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	1 216	-971
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	74 989	52 073
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	135 741	129 214
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	265	48
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	135 476	129 166
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produits des activités d'assurance		
Charges afférentes aux activités d'assurance		
Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus		
Produits financiers ou charges financières d'assurance		
Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus		
Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance		
Produits des autres activités	75 486	97 867
Charges des autres activités	-30 807	-24 647
PRODUIT NET BANCAIRE	898 189	862 162
Charges générales d'exploitation	-423 363	-413 027
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-31 996	-31 220
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	442 830	417 915
Coût du risque	-71 192	-60 802
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	371 638	357 113
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 209	3 808
Gains ou pertes nets sur autres actifs	358	-6 201
Variations de valeur des écarts d'acquisition		3 764
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	375 205	358 484
Impôts sur les bénéfices	-70 684	-55 203
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		
RÉSULTAT NET	304 521	303 281
Participations ne donnant pas le contrôle		
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	304 521	303 281

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

2.-RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	304 521	303 281
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	2 443	542
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	573 146	320 508
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	575 589	321 050
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	634	-173
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-18 181	-9 942
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-95	26
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	557 946	310 961
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-487	550
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-487	550
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	985	-1 197
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	126	-142
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	624	-789
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	558 570	310 172
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	863 091	613 453
Dont part du Groupe	863 092	613 453
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-45	-211

3.-BILAN ACTIF

(En milliers d'Euros)

Actif		31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales		127 883	140 101
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 684 672	1 572 443
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		33 321	33 378
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 651 351	1 539 065
Instruments dérivés de couverture		136 403	152 006
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		4 297 587	3 689 456
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		82 190	66 735
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		4 215 397	3 622 721
Actifs financiers au coût amorti		35 285 015	34 497 516
Prêts et créances sur les établissements de crédit		4 258 074	3 634 598
Prêts et créances sur la clientèle		29 537 115	29 338 155
Titres de dettes		1 489 826	1 524 763
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-78 835	-63 533
Actifs d'impôts courants et différés		57 256	74 458
Comptes de régularisation et actifs divers		462 404	399 097
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Contrats d'assurance émis - Actif			
Contrats de réassurance détenus - Actif			
Participation dans les entreprises mises en équivalence		112 976	110 110
Immeubles de placement		573 999	563 193
Immobilisations corporelles		243 064	265 346
Immobilisations incorporelles		12 867	13 232
Ecarts d'acquisition			
TOTAL DE L'ACTIF		42 915 291	41 413 425

4.-BILAN PASSIF**(En milliers d'euros)**

Passif		31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		31 731	32 331
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		31 731	32 331
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture		59 684	99 657
Passifs financiers au coût amorti		33 218 244	32 626 931
Dettes envers les établissements de crédit		21 179 622	20 734 905
Dettes envers la clientèle		11 952 158	11 787 808
Dettes représentées par un titre		86 464	104 218
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-15 293	-16 393
Passifs d'impôts courants et différés		403	1 213
Comptes de régularisation et passifs divers		863 463	777 637
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Contrats d'assurance émis - Passif			
Contrats de réassurance détenus - Passif			
Provisions		56 241	57 906
Dettes subordonnées			
Total dettes		34 214 473	33 579 282
Capitaux propres		8 700 818	7 834 143
Capitaux propres part du Groupe		8 700 809	7 834 133
Capital et réserves liées		922 149	887 243
Réserves consolidées		5 743 832	5 471 873
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 730 306	1 171 736
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées			
Résultat de l'exercice		304 521	303 281
Participations ne donnant pas le contrôle		9	11
TOTAL DU PASSIF		42 915 291	41 413 425

5.–TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe										Participations ne donnant pas le contrôle					
	Capitaux et réserves liés					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
												Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Élimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres								
(En milliers d'Euros)																
Capitaux propres au 1er janvier 2024	530 879	5 863 870	-10		6 394 739	23 570	837 995	861 565		7 256 303	12	1		1	12	7 256 315
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC																
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraînés	530 879	5 863 870	-10		6 394 739	23 570	837 995	861 565		7 256 303	12	1		1	12	7 256 315
Augmentation / Réduction de capital	-4 360				-4 360					-4 360						-4 360
Variation des titres autodétenus																
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres																
Dividendes versés en 2024		-32 509			-32 509					-32 509						-32 509
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle		-1			-1					-1						-1
Mouvements liés aux paiements en actions		1 019			1 019					1 019						1 019
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-4 360	-31 491			-35 851					-35 851						-35 851
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		211			211	408	311 108	311 516		311 727						311 727
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		206			206		-206	-206								
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence		6			6	-1 197	-147	-1 344		-1 338						-1 338
Résultat 2024									303 281	303 281						303 281
Autres variations		11			11					11	-1	-1		-1	-2	9
Capitaux propres au 31 décembre 2024	526 519	5 832 607	-10		6 359 116	22 781	1 148 955	1 171 736	303 281	7 834 133	11				10	7 834 143
Affectation du résultat 2024		303 281			303 281				-303 281							
Capitaux propres au 1er janvier 2025	526 519	6 135 888	-10		6 662 397	22 781	1 148 955	1 171 736		7 834 133	11				10	7 834 143
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC																
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraînés	526 519	6 135 888	-10		6 662 397	22 781	1 148 955	1 171 736		7 834 133	11				10	7 834 143
Augmentation / Réduction de capital	34 906				34 906					34 906						34 906
Variation des titres autodétenus																
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres																
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres																
Dividendes versés en 2025		-33 678			-33 678					-33 678						-33 678
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle																
Mouvements liés aux paiements en actions		2 249			2 249					2 249						2 249
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	34 906	-31 429			3 477					3 477						3 477
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		45			45	-361	557 408	557 047		557 092						557 092
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves		45			45		-45	-45								
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves																
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence						985	538	1 523		1 523						1 523
Résultat 2025									304 521	304 521						304 521
Autres variations		62			62					62						62
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	561 425	6 104 566	-10		6 665 981	23 405	1 706 901	1 730 306	304 521	8 700 809	11				10	8 700 818

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

Les réserves consolidées sont essentiellement constituées des résultats des exercices antérieurs non distribués, de montants relatifs à la première application des normes IFRS et de retraitements de consolidation.

Les capitaux propres enregistrent une progression de + 866 675 milliers d’euros sur l’exercice 2025, passant de 7 834 143 milliers d’euros au 31 décembre 2024 à 8 700 818 milliers d’euros au 31 décembre 2025.

Cette variation provient essentiellement des éléments suivants :

- augmentation du capital souscrit par les sociétaires des Caisses locales : + 34 906 milliers d’euros,
- distribution de dividendes sur l’exercice pour -33 678 milliers d’euros, dont -20 732 milliers d’euros au titre de la rémunération des certificats coopératifs d’associés détenus par la SACAM Mutualisation et -12 974 milliers d’euros au titre de la rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des Caisses locales,
- gains et pertes latents sur titres comptabilisés directement en capitaux propres pour + 557 092 milliers d’euros,
- résultat bénéficiaire de la période +304 521 milliers d’euros.

6.-TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre -est.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit

(En milliers d'Euros)		31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôt		375 205	358 484
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		31 994	31 220
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			-3 764
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		91 285	71 790
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-3 209	-3 808
Résultat net des activités d'investissement		-435	1 509
Résultat net des activités de financement		2 790	4 461
Autres mouvements (1)		10 311	-67 027
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements		132 736	34 381
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		-220 366	-765 162
Flux liés aux opérations avec la clientèle		-147 759	178 037
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-108 463	-678 706
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		98 022	28 228
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence (2)		1 895	1 624
Impôts versés		-72 392	-39 880
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles		-449 063	-1 275 859
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)		58 878	-882 994
Flux liés aux participations (3)		-26 026	-89 528
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		-3 903	-11 235
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)		-29 929	-100 763
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (4)		-48 800	-36 840
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (5)		-27 332	14 411
Flux provenant des activités abandonnées			
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)		-76 132	-22 429

Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	-47 183	-1 006 186
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	690 090	1 696 276
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	140 101	129 203
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	549 989	1 567 073
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	642 907	690 090
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	127 883	140 101
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	515 024	549 989
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	-47 183	-1 006 186
* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.		
** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note « Provisions » et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note « Passifs financiers au coût amorti » (hors intérêts courus).		

(1) La ligne « autres mouvements » représente 10 311 milliers d'euros et correspond à :

- La neutralisation des plus-values de cessions d'immeubles par CFL pour - 11 233 milliers d'euros
- La neutralisation des produits à recevoir, produits constatés d'avance et charges à payer de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est pour + 13 507 milliers d'euros
- La neutralisation de l'impact de la Juste valeur des passifs macro-couverts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est pour + 18 057 milliers d'euros

(2) Correspond au dividendes reçus de CANEXT BANK pour 1 895 milliers d'euros.

(3) Recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ». Au cours de l'exercice 2025, l'impact net de ces opérations sur la trésorerie s'élève à -26 026 milliers d'euros, portant principalement sur :

- La souscription à l'augmentation de capital de SACAM AVENIR décaissée pour 4 654 milliers d'euros
- La libération de capital de SACAM TRANSITION ENERGIE décaissée pour 5 129 milliers d'euros
- La souscription à l'augmentation de capital de SACAM SANTE ET TERRITOIRE pour 4 700 milliers d'euros
- La souscription d'actions de SIPAREX ASSOCIES pour 4 810 milliers d'euros

(4) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires représente -48 800 milliers d'euros et comprend notamment :

- Un décaissement de 20 732 milliers d'euros au titre de la rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés détenus par SACAM MUTUALISATION relatif à l'exercice 2024.
- Le versement, par les Caisses locales, à leurs sociétaires, de la rémunération des intérêts aux parts sociales détenues par les sociétaires des Caisses locales pour 12 974 milliers d'euros
- La souscription des parts sociales des Caisses locales par les sociétaires pour 34 906 milliers d'euros

(5) Les autres Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement correspondent à - 27 332 milliers d'euros et sont principalement liés à :

- L'émission de titres seniors dans le cadre de la nouvelle titrisation FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour 18 500 milliers d'euros
- Au remboursement des titres seniors dans le cadre de la liquidation du FCT Crédit Agricole Habitat 2020 pour 36 175 milliers d'euros.

III.–NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1.– Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en Euros et sont indiqués en milliers, sans décimale.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 ^{ère} application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non

A noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.
Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI. Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.
La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.
La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.
Elle inclut également de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.
Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	04/12/2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20/03/2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20/03/2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20/03/2025	Non
IAS 29 Evaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11/07/2025	Non

Principes et méthodes comptables**Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

Les activités des marchés nationaux et internationaux ;

Les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;

La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;

Les modifications de la réglementation ou de la législation ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

Les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;

Les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;

Les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;

Les plans de stock-options ;

Les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;

Les provisions ;

Les dépréciations des écarts d'acquisition ;

Les actifs d'impôts différés ;

La valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**Définitions**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Actifs financiers**Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

D'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou

D'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

Actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

Actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;

Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et

Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

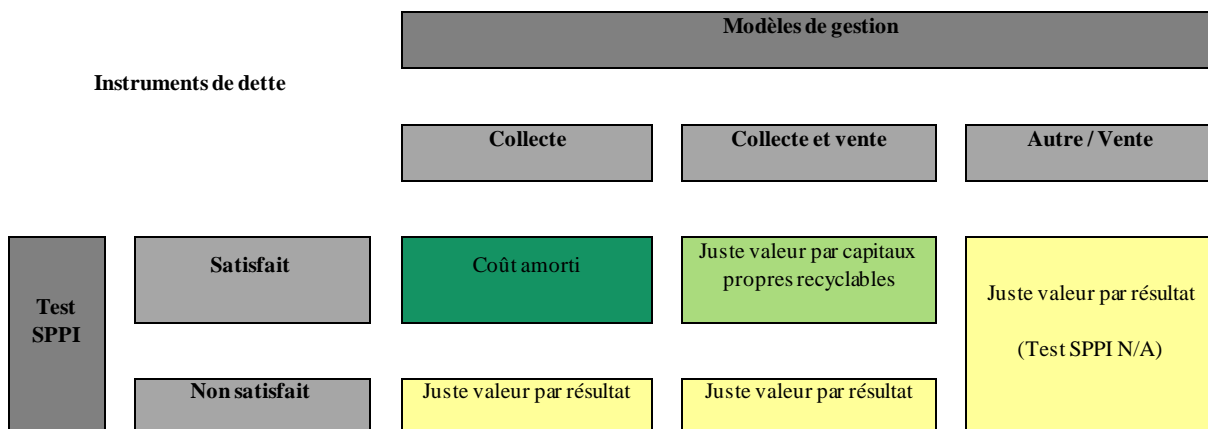
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;

Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

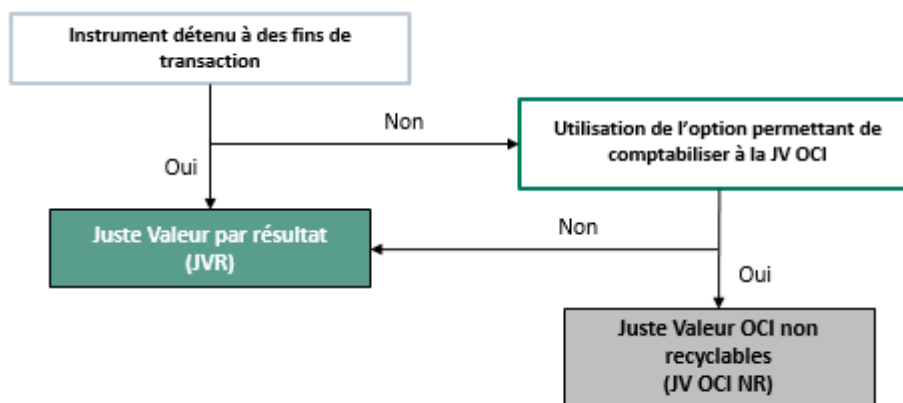
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

Le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;

Il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;

Le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;

Ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

Passifs financiers

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

Passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
Passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note « Provisions ».

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

De remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
D'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

Lorsqu'il arrive à extinction ; ou

Lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("Expected Credit Losses" ou "ECL") sur les encours suivants :

Les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;

Les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;

Les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;

Les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et

Les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques ».

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

1^{ère} étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.

2^{ème} étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise les pertes attendues à maturité.

3^{ème} étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;

Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;

L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;

La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;

La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;

L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stages 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

Au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;

Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

Un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;

Un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

Exemption au faible risque de crédit:

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

Indicateurs quantitatifs:

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

Un critère relatif qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.

Trois critères absolus.

Le Groupe a défini:

Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.

Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (Forward Looking) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.

Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

Indicateurs qualitatifs:

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

Le type d'instrument ;

La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;

Le type de garantie ;

La date de comptabilisation initiale ;

La durée à courir jusqu'à l'échéance ;

Le secteur d'activité ;

L'emplacement géographique de l'emprunteur ;

La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;

Le circuit de distribution ;

L'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène

peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

Les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêt, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;

Les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques », les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;

Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

Il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;

Les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

La valeur comptable de la créance ;

Et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

Instruments financiers dérivés

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

En résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;

En capitaux propres recyclables s'ils s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

La couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

Éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;

Documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;

Démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

Le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

Le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;

Séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;

Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est retient des cours mid-price comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

Les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;

Les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traitée avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

Les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

Les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;

Les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;

Les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

Les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;

Les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;

Les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

Le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou

Le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Provisions (dont IAS 37)

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a constitué des provisions qui couvrent notamment :

Les risques opérationnels ;

Les avantages au personnel ;

Les risques d'exécution des engagements par signature ;

Les litiges et garanties de passif ;

Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)

Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;

L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;

La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.

Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note « Provisions ».

Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

Les avantages à court terme ;

Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;

Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;

Les indemnités de cessation d'emploi.

Avantages à court terme

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

Avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

Indemnités de cessation d'emploi

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 Paiements fondés sur des actions impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;

Aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. La charge est comptabilisée immédiatement en l'absence de période d'acquisition des droits. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Impôts différés

Certaines opérations réalisées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;

La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;

Soit par un regroupement d'entreprises.

Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;

Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;

En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	40 ans
Second œuvre	25 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 30 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 à 7 ans (dégressif ou linéaire)

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 ans

Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;

Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;

Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;

Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service rendu :

Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;

Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ;
ou

Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;

Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Centre-est représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

L'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ;

La mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les coentreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est constate :

En cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;

En cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

Conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;

Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

A la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

À la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;

À la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquéreur réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Écarts d'acquisition

Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

Regroupements d'entreprises sous contrôle commun

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme américaine ASC 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

FCT Crédit Agricole Habitat 2025

Au 31/12/2025, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2025) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 17 avril 2025. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par 37 Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2025 pour un montant de 1,684 milliards d'euros.

Les Caisses régionales et LCL ont souscrit pour 84,3 millions d'euros de titres subordonnés et pour 800 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (52 %) et établissements de crédit (48 %)) pour un montant de 800 millions d'euros.

FCT Crédit Agricole Habitat 2020

Au cours de l'exercice 2025, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2020 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée par anticipation le 27 janvier 2025 pour un montant total de 1 milliard d'euros au niveau Groupe.

Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est assurée par la Direction Contrôle Périodique Audit. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

Risque de crédit

(Cf. chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Risques de crédit »)

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2025, marqué par une incertitude de l'environnement économique national et international. Dans ce contexte, le Groupe a notamment revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit et la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a procédé à une revue de son portefeuille de crédits, qui l'a conduite à la mise à jour du forward looking local sur un certain nombre de filières considérées à risques.

Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour pertes comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

Actifs financiers au coût amorti: Titres de dettes

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)		
Au 31 décembre 2024	1 525 507	-744					1 525 507	-744	1 524 763
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre									
Transferts de Stage 1 vers Stage 2									
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	1 525 507	-744					1 525 507	-744	1 524 763
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-26 420	34			640	-160	-25 780	-126	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	192 228	-89					192 228	-89	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-218 008	32					-218 008	32	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		91				-160		-69	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	-640				640				
Total	1 499 087	-710			640	-160	1 499 727	-870	1 498 857
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) (3)	-9 031						-9 031		
Au 31 décembre 2025	1 490 056	-710			640	-160	1 490 696	-870	1 489 826
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti: Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
(En milliers d'Euros)									
Au 31 décembre 2024	112 118						112 118		112 118
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-5 004	1	5 004	-1					
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-5 004	1	5 004	-1					
Retour de Stage 2 vers Stage 1									
Transferts vers Stage 3 (1)									
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1									
Total après transferts	107 114	1	5 004	-1			112 118		112 118
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-71 950	-1	7	1			-71 943		
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	698	-2	5 011	-1			5 709	-3	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-72 648	1					-72 648	1	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période				2				2	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres			-5 004				-5 004		
Total	35 164		5 011				40 175		40 175
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	1 964						1 964		
Au 31 décembre 2025	37 128		5 011				42 139		42 139
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	25 932 836	-61 602	3 187 862	-148 967	765 424	-337 398	29 886 122	-547 967	29 338 155
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-516 607	-10 927	380 859	42 478	135 748	-40 871		-9 320	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 991 434	14 455	1 991 434	-36 879				-22 424	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	1 520 529	-26 020	-1 520 529	65 320				39 300	
Transferts vers Stage 3 (1)	-67 613	756	-122 259	15 136	189 872	-48 930		-33 038	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	21 911	-118	32 213	-1 099	-54 124	8 059		6 842	
Total après transferts	25 416 229	-72 529	3 568 721	-106 489	901 172	-378 269	29 886 122	-557 287	29 328 835
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	914 862	21 754	-628 928	-63 123	-142 231	20 627	143 703	-20 742	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	4 313 048	-13 648	207 699	-34 390			4 520 747	-48 038	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance..	-3 379 195	14 672	-841 624	25 888	-102 330	52 553	-4 323 149	93 113	
Passages à perte					-39 633	30 148	-39 633	30 148	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-10		-7	1	-303	1 028	-320	1 029	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		20 730		-54 622		-69 796		-103 688	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre					35	-20	35	-20	
Autres	-18 981		5 004			6 714	-13 977	6 714	
Total	26 331 091	-50 775	2 939 793	-169 612	758 941	-357 642	30 029 825	-578 029	29 451 796
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	14 606		-6 420		77 133		85 319		
Au 31 décembre 2025	26 345 697	-50 775	2 933 373	-169 612	836 074	-357 642	30 115 144	-578 029	29 537 115
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution									

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

(En milliers d'Euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	66 735	-58					66 735	-58
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre								
Transferts de Stage 1 vers Stage 2								
Retour de Stage 2 vers Stage 1								
Transferts vers Stage 3 (1)								
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1								
Total après transferts	66 735	-58					66 735	-58
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	15 203	8					15 203	8
Réévaluation de juste valeur sur la période	-215						-215	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	47 528	-27					47 528	-27
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-32 110	28					-32 110	28
Passages à perte								
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières								
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		7						7
Changements dans le modèle / méthodologie								
Variations de périmètre								
Autres								
Total	81 938	-50					81 938	-50
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	252						252	
Au 31 décembre 2025	82 190	-50					82 190	-50
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution								

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
(En milliers d'Euros)									
Au 31 décembre 2024	2 253 379	-8 369	152 419	-6 553	15 175	-1 145	2 420 973	-16 067	2 404 906
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-119 217	121	116 366	-202	2 851	-210		-291	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-171 209	903	171 209	-1 799				-896	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	53 201	-790	-53 201	1 414				624	
Transferts vers Stage 3 (1)	-1 508	10	-1 998	194	3 506	-235		-31	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	299	-2	356	-11	-655	25		12	
Total après transferts	2 134 162	-8 248	268 785	-6 755	18 026	-1 355	2 420 973	-16 358	2 404 615
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	71 463	2 566	43 902	-3 365	-501	63	114 864	-736	
Nouveaux engagements donnés (2)	1 003 674	-2 529	108 681	-3 823			1 112 355	-6 352	
Extinction des engagements	-933 598	3 071	-64 777	4 205	-9 258	543	-1 007 633	7 819	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		2 024		-3 747		-480		-2 203	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres	1 387		-2		8 757		10 142		
Au 31 décembre 2025	2 205 625	-5 682	312 687	-10 120	17 525	-1 292	2 535 837	-17 094	2 518 743

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'€uros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	774 509	-1 542	32 243	-8 143	21 150	-10 744	827 902	-20 429	807 473
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-2 342	-1 636	-1 790	1 879	4 132			243	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-15 958	283	15 958	-1 799				-1 516	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	13 949	-1 919	-13 949	3 678				1 759	
Transferts vers Stage 3 (1)	-390	1	-3 914	1	4 304	-2			
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	57	-1	115	-1	-172	2			
Total après transferts	772 167	-3 178	30 453	-6 264	25 282	-10 744	827 902	-20 186	807 716
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-20 995	1 897	-3 276	4 923	-1 189	-3 330	-25 460	3 490	
Nouveaux engagements donnés (2)	62 950	-426	5 139	-436			68 089	-862	
Extinction des engagements	-83 945	407	-8 415	2 961	-1 207	279	-93 567	3 647	
Passages à perte									
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières									
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1 916		2 398		-3 609		705	
Changements dans le modèle / méthodologie									
Variations de périmètre									
Autres					18		18		
Au 31 décembre 2025	751 172	-1 281	27 177	-1 341	24 093	-14 074	802 442	-16 696	785 746

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'Euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	464 967					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 321					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	431 646					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	136 403					
Total	601 370					

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'Euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	436 580					
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 378					
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	403 202					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option						
Instruments dérivés de couverture	152 006					
Total	588 586					

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	82 190					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	82 190					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	31 069 080	16 406	10 008 362	738 781	8 698 353	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	478 674	16 406	28 882	2 360	26 397	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors	42 139					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	29 537 115	16 406	10 008 362	738 781	8 698 353	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	478 194	16 406	28 882	2 360	26 397	
Titres de dettes	1 489 826					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	480					
Total	31 151 270	16 406	10 008 362	738 781	8 698 353	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	478 674	16 406	28 882	2 360	26 397	

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'Euros)						
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	66 735					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle						
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Titres de dettes	66 735					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Actifs financiers au coût amorti	30 975 036	16 227	10 232 827	796 519	8 270 079	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors	112 118					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Prêts et créances sur la clientèle	29 338 155	16 227	10 232 827	796 519	8 270 079	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	
Titres de dettes	1 524 763					
Dont : actifs dépréciés en date de clôture						
Total	31 041 771	16 227	10 232 827	796 519	8 270 079	
Dont : actifs dépréciés en date de clôture	428 026	16 227	21 270	1 939	21 992	

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'Euros)						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	785 746					
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 019					
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 518 743		174 440	41 577	248 847	
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	16 233					
Total	3 304 489		174 440	41 577	248 847	
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	26 252					

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(En milliers d'Euros)						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit)	807 473					
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	10 406					
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit)	2 404 906		154 498	42 826	173 766	
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	14 030					
Total	3 212 379		154 498	42 826	173 766	
Dont : engagements provisionnés en date de clôture	24 436					

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
(En milliers d'Euros)			
Prêts et créances sur les établissements de crédit			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			
Prêts et créances sur la clientèle	-6	8	42 027
Valeur comptable brute avant modification	4	15	42 330
Gains ou pertes nets de la modification	-10	-7	-303
Titres de dettes			
Valeur comptable brute avant modification			
Gains ou pertes nets de la modification			

Selon les principes établis dans la note "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
(En milliers d'Euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	
Prêts et créances sur la clientèle	
Titres de dettes	
Total	

Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Risques de crédit ».

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	17 851 304	-5 335	366 674	-3 132			18 209 511
	0,5% < PD ≤ 2%	1 689 277	-4 806	505 960	-8 614			2 181 817
	2% < PD ≤ 20%	811 237	-11 293	903 273	-45 168			1 658 049
	20% < PD < 100%			291 545	-29 098			262 447
	PD = 100%					514 098	-199 880	314 218
Total Clientèle de détail		20 351 818	-21 434	2 067 452	-86 012	514 098	-199 880	22 626 042
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	5 625 987	-6 481	163 145	-2 988			5 779 663
	0,6% < PD < 12%	1 895 314	-23 570	591 766	-47 859			2 415 651
	12% ≤ PD < 100%			116 021	-32 753			83 268
	PD = 100%					322 378	-157 922	164 456
Total Hors clientèle de détail		7 521 301	-30 051	870 932	-83 600	322 378	-157 922	8 443 038
Total		27 873 119	-51 485	2 938 384	-169 612	836 476	-357 802	31 069 080

(En milliers d'€uros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						Total
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	17 405 144	-5 784	345 944	-2 172			17 743 132
	0,5% < PD ≤ 2%	1 988 443	-6 911	832 093	-15 103			2 798 522
	2% < PD ≤ 20%	781 334	-15 266	865 423	-58 895			1 572 596
	20% < PD < 100%			50 250	-6 533			43 717
	PD = 100%					459 108	-192 858	266 250
Total Clientèle de détail		20 174 921	-27 961	2 093 710	-82 703	459 108	-192 858	22 424 217
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	5 783 004	-8 247	226 817	-3 968			5 997 606
	0,6% < PD < 12%	1 612 536	-26 138	590 913	-34 274			2 143 037
	12% ≤ PD < 100%			276 422	-28 022			248 400
	PD = 100%					306 316	(144 540)	161 776
Total Hors clientèle de détail		7 395 540	(34 385)	1 094 152	(66 264)	306 316	(144 540)	8 550 819
Total		27 570 461	(62 346)	3 187 862	(148 967)	765 424	(337 398)	30 975 036

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5% 0,5% < PD ≤ 2% 2% < PD ≤ 20% 20% < PD < 100% PD = 100%							
Total Clientèle de détail								
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6% 0,6% < PD < 12% 12% ≤ PD < 100% PD = 100%	82 240	-50					82 190
Total Hors clientèle de détail		82 240	-50					82 190
Total		82 240	-50					82 190

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5% 0,5% < PD ≤ 2% 2% < PD ≤ 20% 20% < PD < 100% PD = 100%							
Total Clientèle de détail								
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6% 0,6% < PD < 12% 12% ≤ PD < 100% PD = 100%	66 793	-58					66 735
Total Hors clientèle de détail		66 793	-58					66 735
Total		66 793	-58					66 735

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3) (1)	
(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit							
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	973 343	-514	9 090	-36			981 883
	0,5% < PD ≤ 2%	114 633	-669	21 004	-224			134 744
	2% < PD ≤ 20%	53 308	-1 496	28 479	-1 397			78 894
	20% < PD < 100%			6 719	-1 208			5 511
	PD = 100%					7 002	-508	6 494
Total Clientèle de détail		1 141 284	-2 679	65 292	-2 865	7 002	-508	1 207 526
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	745 576	-595	58 217	-427			802 771
	0,6% < PD < 12%	318 765	-2 408	116 267	-5 836			426 788
	12% ≤ PD < 100%			72 911	-992			71 919
	PD = 100%					10 523	-784	9 739
Total Hors clientèle de détail		1 064 341	-3 003	247 395	-7 255	10 523	-784	1 311 217
Total		2 205 625	-5 682	312 687	-10 120	17 525	-1 292	2 518 743

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3) (1)	
(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit							
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	865 126	-545	8 306	-42			872 845
	0,5% < PD ≤ 2%	111 638	-593	16 727	-169			127 603
	2% < PD ≤ 20%	58 620	-1 757	24 149	-1 715			79 297
	20% < PD < 100%			1 112	-188			924
	PD = 100%					5 176	-381	4 795
Total Clientèle de détail		1 035 384	-2 895	50 294	-2 114	5 176	-381	1 085 464
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	930 970	-1 309	17 158	-308			946 511
	0,6% < PD < 12%	287 025	-4 165	72 902	-2 380			353 382
	12% ≤ PD < 100%			12 065	-1 751			10 314
	PD = 100%					9 999	-764	9 235
Total Hors clientèle de détail		1 217 995	-5 474	102 125	-4 439	9 999	-764	1 319 442
Total		2 253 379	-8 369	152 419	-6 553	15 175	-1 145	2 404 906

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						Total
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3) (1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	47 396	-14	135	-4			47 513
	0,5% < PD ≤ 2%	4 163	-20	776	-67			4 852
	2% < PD ≤ 20%	3 311	-110	870	-79			3 992
	20% < PD < 100%			373	-36			337
	PD = 100%					1 916	-391	1 525
Total Clientèle de détail		54 870	-144	2 154	-186	1 916	-391	58 219
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	631 695	-91	563	-3			632 164
	0,6% < PD < 12%	64 607	-1 046	22 129	-937			84 753
	12% ≤ PD < 100%			2 331	-215			2 116
	PD = 100%					22 177	-13 683	8 494
Total Hors clientèle de détail		696 302	-1 137	25 023	-1 155	22 177	-13 683	727 527
TOTAL		751 172	-1 281	27 177	-1 341	24 093	-14 074	785 746

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(En milliers d'Euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						Total
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3) (1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	56 327	-23	837	-17			57 124
	0,5% < PD ≤ 2%	5 461	-83	491	-60			5 809
	2% < PD ≤ 20%	1 819	-70	2 228	-438			3 539
	20% < PD < 100%			66	-25			41
	PD = 100%					2 262	-429	1 833
Total Clientèle de détail		63 607	-176	3 622	-540	2 262	-429	68 346
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	652 495	-441	2 342	-13			654 383
	0,6% < PD < 12%	58 407	-925	16 761	-3 139			71 104
	12% ≤ PD < 100%			9 518	-4 451			5 067
	PD = 100%					18 888	-10 315	8 573
Total Hors clientèle de détail		710 902	-1 366	28 621	-7 603	18 888	-10 315	739 127
TOTAL		774 509	-1 542	32 243	-8 143	21 150	-10 744	807 473

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique

Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciati on des actifs au coût amorti - Stage 2			
(En milliers d'Euros)														
Administration générale	2 000 519	-1 200	6 504	-62			2 007 023	1 921 635	-1 189	9 922	-170			1 931 557
Banques centrales														
Etablissements de crédit	249 466	-101	5 011				254 477	386 588	-99					386 588
Grandes entreprises	5 271 316	-28 750	859 417	-83 538	322 378	-157 922	6 453 111	5 087 317	-33 097	1 084 230	-66 094	306 316	-144 540	6 477 863
Clientèle de détail	20 351 818	-21 434	2 067 452	-86 012	514 098	-199 880	22 933 368	20 174 921	-27 961	2 093 710	-82 703	459 108	-192 858	22 727 739
Total	27 873 119	-51 485	2 938 384	-169 612	836 476	-357 802	31 647 979	27 570 461	-62 346	3 187 862	-148 967	765 424	-337 398	31 523 747

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 3)	Total	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 2)				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciati on des actifs à la JV par OCI (Stage 2)			
(En milliers d'Euros)														
Administration générale														
Banques centrales														
Etablissements de crédit	10 310	-13					10 310	16 132	-20					16 132
Grandes entreprises	71 880	-37					71 880	50 603	-38					50 603
Clientèle de détail														
Total	82 190	-50					82 190	66 735	-58					66 735

Dettes envers la clientèle par agent économique

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration générale	19 847	16 824
Grandes entreprises	3 860 267	3 755 346
Clientèle de détail	8 072 044	8 015 638
Total Dettes envers la clientèle	11 952 158	11 787 808

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
(En milliers d'Euros)														
Administration générale	60 359	-37					60 359	41 084	-25	1 421	-68			42 505
Banques centrales														
Etablissements de crédit														
Grandes entreprises	1 003 982	-2 966	247 395	-7 255	10 523	-784	1 261 900	1 176 911	-5 449	100 704	-4 371	9 999	-764	1 287 614
Clientèle de détail	1 141 284	-2 679	65 292	-2 865	7 002	-508	1 213 578	1 035 384	-2 895	50 294	-2 114	5 176	-381	1 090 854
Total	2 205 625	-5 682	312 687	-10 120	17 525	-1 292	2 535 837	2 253 379	-8 369	152 419	-6 553	15 175	-1 145	2 420 973

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025							Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
(En milliers d'Euros)														
Administration générale	4 000	-1					4 000	4 855	-1					4 855
Banques centrales														
Etablissements de crédit	20 947				315		21 262	15 601				315		15 916
Grandes entreprises	671 355	-1 136	25 023	-1 155	21 862	-13 683	718 240	690 446	-1 365	28 621	-7 603	18 573	-10 315	737 640
Clientèle de détail	54 870	-144	2 154	-186	1 916	-391	58 940	63 607	-176	3 622	-540	2 262	-429	69 491
Total	751 172	-1 281	27 177	-1 341	24 093	-14 074	802 442	774 509	-1 542	32 243	-8 143	21 150	-10 744	827 902

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(En milliers d'Euros)								
France (y compris DROM-COM)	27 236 619	2 893 396	819 628	30 949 643	26 907 473	3 152 737	748 177	30 808 387
Autres pays de l'Union européenne	37 052	10 789	1 988	49 829	42 309	10 362	2 462	55 133
Autres pays d'Europe	331 467	29 257	13 913	374 637	342 409	23 040	13 676	379 125
Amérique du Nord	14 184	1 613	9	15 806	10 398	518	6	10 922
Amériques centrale et du Sud	276	91	427	794	464	1	465	930
Afrique et Moyen-Orient	9 167	2 423	509	12 099	12 296	1 105	637	14 038
Asie et Océanie (hors Japon)	12 723	815	2	13 540	14 100	99	1	14 200
Japon	557			557	580			580
Organismes supra-nationaux	231 074			231 074	240 432			240 432
Dépréciations	-51 485	-169 612	-357 802	-578 899	-62 346	-148 967	-337 398	-548 711
Total	27 821 634	2 768 772	478 674	31 069 080	27 508 115	3 038 895	428 026	30 975 036

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recevables par zone géographique

	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(En milliers d'Euros)								
France (y compris DROM-COM)	19 640			19 640	27 655			27 655
Autres pays de l'Union européenne	47 795			47 795	34 049			34 049
Autres pays d'Europe	6 802			6 802	2 480			2 480
Amérique du Nord	7 953			7 953	2 551			2 551
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Total	82 190			82 190	66 735			66 735

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	11 751 190	11 594 040
Autres pays de l'Union européenne	45 625	41 087
Autres pays d'Europe	111 684	107 399
Amérique du Nord	17 700	20 073
Amériques centrale et du Sud	1 952	2 501
Afrique et Moyen-Orient	14 166	12 912
Asie et Océanie (hors Japon)	7 177	7 832
Japon	2 664	1 964
Organismes supra-nationaux		
Total Dettes envers la clientèle	11 952 158	11 787 808

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	2 182 480	306 468	17 519	2 506 467	2 236 258	147 388	15 170	2 398 816
Autres pays de l'Union européenne	10 722	6 078		16 800	2 097	4 620		6 717
Autres pays d'Europe	7 626	87	5	7 718	5 351	365	5	5 721
Amérique du Nord	3 563	13	1	3 577	8 448	5		8 453
Amériques centrale et du Sud	22	5		27	34	2		36
Afrique et Moyen-Orient	865	33		898	924	17		941
Asie et Océanie (hors Japon)	287	3		290	258	22		280
Japon	60			60	9			9
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	-5 682	-10 120	-1 292	-17 094	-8 369	-6 553	-1 145	-16 067
Total	2 199 943	302 567	16 233	2 518 743	2 245 010	145 866	14 030	2 404 906

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(En milliers d'Euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	751 172	27 177	24 093	802 442	774 509	32 243	21 150	827 902
Autres pays de l'Union européenne								
Autres pays d'Europe								
Amérique du Nord								
Amériques centrale et du Sud								
Afrique et Moyen-Orient								
Asie et Océanie (hors Japon)								
Japon								
Organismes supra-nationaux								
Provisions (1)	-1 281	-1 341	-14 074	-16 696	-1 542	-8 143	-10 744	-20 429
Total	749 891	25 836	10 019	785 746	772 967	24 100	10 406	807 473

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement**Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique**

	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(En milliers d'Euros)									
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	104 080	22 339		75 998	29 965		20 119	17 186	245 600
Administration générale	7 633								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	52 868	21 131		15 649	3 500		5 741	2 820	82 281
Clientèle de détail	43 579	1 208		60 349	26 465		14 378	14 366	163 319
Total	104 080	22 339		75 998	29 965		20 119	17 186	245 600

	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(En milliers d'Euros)									
Titres de dettes									
Administration générale									
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises									
Clientèle de détail									
Prêts et créances	105 408	18 326		73 085	32 095		14 264	20 093	205 607
Administration générale	427								
Banques centrales									
Etablissements de crédit									
Grandes entreprises	52 864	14 107		17 211	6 019		5 351	3 991	68 529
Clientèle de détail	52 117	4 219		55 874	26 076		8 913	16 102	137 078
Total	105 408	18 326		73 085	32 095		14 264	20 093	205 607

Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2025 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne		7 049			7 049		7 049
Arabie Saoudite							
Argentine							
Belgique		651			651		651
Brésil		302			302		302
Chine							
Egypte							
Espagne		1 979			1 979		1 979
Etats-Unis		546			546		546
France		2 530		868 453	870 983	4 236	875 219
Hong Kong							
Israël							
Italie		2 565			2 565		2 565
Japon		199			199		199
Liban							
Pologne							
Royaume-Uni		432			432		432
Russie							
Taiwan							
Turquie		116			116		116
Ukraine							
Autres pays souverains		2 849			2 849		2 849
Total		19 218		868 453	887 671	4 236	891 907

31/12/2024 (En milliers d'Euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne		4 369			4 369		4 369
Arabie Saoudite							
Argentine							
Belgique		107			107		107
Brésil		302			302		302
Chine							
Egypte							
Espagne		758			758		758
Etats-Unis		432			432		432
France		2 554		780 123	782 677	-2 122	780 555
Hong Kong							
Israël							
Italie		2 301			2 301		2 301
Japon		306			306		306
Liban							
Pologne		268			268		268
Royaume-Uni		49			49		49
Russie							
Taïwan							
Turquie		128			128		128
Ukraine							
Autres pays souverains		1 614			1 614		1 614
Total		13 188		780 123	793 311	-2 122	791 189

Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »)

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	11 944	33 414	91 045	136 403
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	11 944	33 414	91 045	136 403
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	11 944	33 414	91 045	136 403

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	9 509	57 434	85 063	152 006
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	9 509	57 434	85 063	152 006
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	9 509	57 434	85 063	152 006

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	452	26 937	32 295	59 684
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	452	26 937	32 295	59 684
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	452	26 937	32 295	59 684

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	883	9 332	89 442	99 657
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	883	9 332	89 442	99 657
Opérations de change à terme				
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	883	9 332	89 442	99 657

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	894	1 870	27 316	30 080
Instruments de devises et or	1 041	67		1 108
Autres instruments		7	360	367
Sous-total	1 935	1 944	27 676	31 555
Opérations de change à terme	1 705	61		1 766
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	3 640	2 005	27 676	33 321

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 274	4 328	23 949	29 551
Instruments de devises et or	616	32		648
Autres instruments		15	372	387
Sous-total	1 890	4 375	24 321	30 586
Opérations de change à terme	2 787	5		2 792
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	4 677	4 380	24 321	33 378

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	894	1 870	25 505	28 269
Instruments de devises et or	1 041	67		1 108
Autres instruments		32	691	723
Sous-total	1 935	1 969	26 196	30 100
Opérations de change à terme	1 580	51		1 631
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	3 515	2 020	26 196	31 731

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 274	4 328	22 053	27 655
Instruments de devises et or	616	32		648
Autres instruments		40	1 306	1 346
Sous-total	1 890	4 400	23 359	29 649
Opérations de change à terme	2 680	2		2 682
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	4 570	4 402	23 359	32 331

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	6 422 576	6 857 844
Instruments de devises et or	69 724	115 386
Autres instruments	1 450	1 450
Sous-total	6 493 750	6 974 680
Opérations de change à terme	156 373	237 304
Total Notionnels	6 650 123	7 211 984

Pour nous rapprocher des pratiques appliquées par les autres banques françaises, la présentation des opérations de change a évolué au 31/12/2025 :

Au 31/12/2024, les deux jambes des dérivés de change étaient retenues dans les montants présentés dans cette annexe.

A compter du 31/12/2025, seule la jambe représentative des engagements donnés est indiquée.

Suivant cette pratique, l'encours notionnel des options de change aurait été de 57 693 milliers d'euros et celui des opérations de change à terme de 118 553 milliers d'euros au 31/12/2024.

Risque de change

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »)

Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »).

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	671 880	92 935	2 995 370	497 889		4 258 074
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 676 595	2 320 083	9 731 731	16 347 246	39 489	30 115 144
Total	2 348 475	2 413 018	12 727 101	16 845 135	39 489	34 373 218
Dépréciations						- 578 029
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						33 795 189

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	675 220	181 828	2 498 554	278 996		3 634 598
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 559 940	2 520 453	9 688 947	16 088 030	28 752	29 886 122
Total	2 235 160	2 702 281	12 187 501	16 367 026	28 752	33 520 720
Dépréciations						-547 967
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						32 972 753

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 670 953	3 746 116	9 643 746	6 118 807		21 179 622
Dettes envers la clientèle	10 078 463	697 521	1 173 638	694	1 842	11 952 158
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	11 749 416	4 443 637	10 817 384	6 119 501	1 842	33 131 780

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 601 085	3 485 009	9 129 938	6 518 873		20 734 905
Dettes envers la clientèle	9 995 808	815 359	974 313	486	1 842	11 787 808
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	11 596 893	4 300 368	10 104 251	6 519 359	1 842	32 522 713

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables		43	4 500			4 543
Emprunts obligataires	286			81 635		81 921
Autres dettes représentées par un titre						
Total Dettes représentées par un titre	286	43	4 500	81 635		86 464
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total Dettes subordonnées						

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables		1 392	3 000			4 392
Emprunts obligataires	516			99 310		99 826
Autres dettes représentées par un titre						
Total Dettes représentées par un titre	516	1 392	3 000	99 310		104 218
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée						
Dettes subordonnées à durée indéterminée						
Dépôts de garantie à caractère mutuel						
Titres et emprunts participatifs						
Total Dettes subordonnées						

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	179					179

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	544					544

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note « Risque de marché ».

Comptabilité de couverture

(Cf. Note « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d’enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.).

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d’un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d’intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d’un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(En milliers d’Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	136 403	59 684	4 789 525	152 006	99 657	5 324 534
Couverture de flux de trésorerie						
Couverture d’investissements nets dans une activité à l’étranger						
Total Instruments dérivés de couverture	136 403	59 684	4 789 525	152 006	99 657	5 324 534

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

La Caisse régionale du Crédit Agricole Centre-est n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivés détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de la portion couverte initialement.

Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	1 021 745	1 807 464	1 960 316	4 789 525
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	1 021 745	1 807 464	1 960 316	4 789 525
Opérations de change à terme				
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	1 021 745	1 807 464	1 960 316	4 789 525

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	917 659	2 114 548	2 292 327	5 324 534
Instruments de devises				
Autres instruments				
Sous-total	917 659	2 114 548	2 292 327	5 324 534
Opérations de change à terme				
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	917 659	2 114 548	2 292 327	5 324 534

La note « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

Couverture de juste valeur**Instruments dérivés de couverture**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	24 673	14 154	17 108	595 971	19 950	23 322	-9 572	489 553
Taux d'intérêt	24 673	14 154	17 108	595 971	19 950	23 322	-9 572	489 553
Change								
Autres								
Total des micro-couvertures de juste valeur	24 673	14 154	17 108	595 971	19 950	23 322	-9 572	489 553
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	111 730	45 530	-1 356	4 193 554	132 056	76 335	-82 416	4 834 981
Total couverture de juste valeur	136 403	59 684	15 752	4 789 525	152 006	99 657	-91 988	5 324 534

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liée à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liée à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur Comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur Comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
(En milliers d'Euros)								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	574 080	-21 891		-16 953	484 615	-4 938		9 459
Taux d'intérêt	574 080	-21 891		-16 953	484 615	-4 938		9 459
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	574 080	-21 891		-16 953	484 615	-4 938		9 459
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti								
Taux d'intérêt								
Change								
Autres								
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif								

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
(En milliers d'Euros)				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables				
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 764 719		4 421 448	
Total - Actifs	3 764 719		4 421 448	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	334 707		333 607	
Total - Passifs	334 707		333 607	

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
(En milliers d'Euros)						
Taux d'intérêt	15 752	-15 298	454	-91 988	91 522	-466
Change						
Autres						
Total	15 752	-15 298	454	-91 988	91 522	-466

Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas recours à ce type de couverture.

Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion « Politique de couverture des risques »).

Gestion du capital et ratios réglementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A... A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs et Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**Produits et charges d'intérêts**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	875 286	878 260
Opérations avec les établissements de crédit	8 142	19 672
Opérations internes au Crédit Agricole	141 983	148 855
Opérations avec la clientèle	693 074	681 777
Opérations de location-financement		
Titres de dettes	32 087	27 956
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 392	1 782
Opérations avec les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	2 392	1 782
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	104 793	187 665
Autres intérêts et produits assimilés		
Produits d'intérêts (1)(2)(3)	982 471	1 067 707
Sur les passifs financiers au coût amorti	-596 423	-693 734
Opérations avec les établissements de crédit	-2 149	-10 812
Opérations internes au Crédit Agricole	-520 239	-600 242
Opérations avec la clientèle	-71 757	-78 808
Opérations de location-financement		
Dettes représentées par un titre	-2 278	-3 872
Dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-78 457	-89 195
Autres intérêts et charges assimilées	-454	-374
Charges d'intérêts (3)	-675 334	-783 303

(1) dont 18 356 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 23 704 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

(2) Dont 18 382 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2025 contre 16 290 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.

(3) au 31 décembre 2024, un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Ceux-ci ont été enregistrés en produits et charges de commissions (Cf. note « Produits et charges de commissions » des présents comptes consolidés). Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 12 844 milliers d'euros et 1 251 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 11 445 milliers d'euros et 8 532 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Produits et charges de commissions

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 888	-540	1 348	2 007	-553	1 454
Sur opérations internes au Crédit Agricole	7 055	-11 315	-4 260	42 482	-54 394	-11 912
Sur opérations avec la clientèle	21 814	-2 321	19 493	20 537	-2 823	17 714
Sur opérations sur titres						
Sur opérations de change	720		720	835		835
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	722		722	1 019		1 019
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	351 802	-41 554	310 248	344 022	-35 331	308 691
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	6 156		6 156	6 421		6 421
Total Produits et charges de commissions (1)	390 157	-55 730	334 427	417 323	-93 101	324 222

(1) Au 31 décembre 2024, les commissions intégraient un produit de 35 498 milliers d'euros et une charge de 41 400 milliers d'euros au titre de la marge collective, qui auraient dû être classés respectivement en « Intérêts et produits assimilés » et en « Intérêts et charges assimilées ». Cette modification de présentation est sans impact sur le montant de Produit Net Bancaire présenté au 31 décembre 2024.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	12 962	12 943
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	1 056	-1 110
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	20 736	12 936
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	36 251	22 550
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés -hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger	4 746	4 248
Résultat de la comptabilité de couverture	454	-465
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	76 205	51 102

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option -sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat.

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	69 840	-69 684	156	70 346	-70 459	-113
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	26 325	-43 278	-16 953	39 959	-30 500	9 459
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - y compris cessations de couverture	43 515	-26 406	17 109	30 387	-39 959	-9 572
Couverture de flux de trésorerie						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger						
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace						
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	336 255	-335 957	298	430 445	-430 797	-352
Variations de juste valeur des éléments couverts	168 955	-167 300	1 655	256 430	-174 367	82 063
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	167 300	-168 657	-1 357	174 015	-256 430	-82 415
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt						
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace						
Total Résultat de la comptabilité de couverture	406 095	-405 641	454	500 791	-501 256	-465

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation -Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, est présenté dans la note « Comptabilité de couverture ».

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	265	48
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	135 476	129 166
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	135 741	129 214

(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note « Coût du risque ».

Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Néant.

Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Néant.

Produits (charges) nets des autres activités

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-18	-18
Produits nets des immeubles de placement	26 792	57 118
Autres produits (charges) nets	17 905	16 120
Produits (charges) des autres activités	44 679	73 220

Charges générales d'exploitation

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-259 857	-255 726
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-12 094	-11 125
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-151 412	-146 176
Charges générales d'exploitation	-423 363	-413 027

(1) Dont 18 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 1 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est

(En milliers d'euros hors taxes)	KPMG		FORVIS MAZARS		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	276	247	142	130	418
Emetteur	112	102	112	102	224
Filiales intégrées globalement	164	145	30	28	194
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)					
Emetteur					
Filiales intégrées globalement					
Services autres que la certification des comptes	4	17	2	6	6
Emetteur		11		6	
Filiales intégrées globalement	4	6	2		6
Total	280	264	144	136	424

Le montant total des honoraires de KPMG, Commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 280 milliers d'euros, dont 276 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ses filiales et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Aucun honoraire ne figure au compte de résultat au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD).

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 144 milliers d'euros, dont 142 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est et ses filiales et 2 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

Aucun honoraire ne figure au compte de résultat au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD).

Autres commissaires aux comptes intervenants sur les sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est

(En milliers d'euros hors taxes)	EY	
	31/12/2025	31/12/2024
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	0	2
Services autres que la certification des comptes	0	23
Total	0	25

Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	-32 158	-31 771
Immobilisations corporelles (1)	-31 717	-31 290
Immobilisations incorporelles	-441	-481
Dotations (reprises) aux dépréciations	162	551
Immobilisations corporelles	162	551
Immobilisations incorporelles		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-31 996	-31 220

(1) Dont 6 602 milliers d’euros comptabilisés au titre de l’amortissement du droit d’utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 6 569 milliers d’euros au 31 décembre 2024

Coût du risque

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	-3 594	-31 637
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	13 816	-6 340
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	8	-32
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	10 860	-4 813
Engagements par signature	2 948	-1 495
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	-17 410	-25 297
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-20 645	-24 191
Engagements par signature	3 235	-1 106
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	-55 043	-30 158
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-51 566	-33 599
Engagements par signature	-3 477	3 441
Autres actifs (C)	-409	-329
Risques et charges (D)	-3 063	5 044
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)=(A)+(B)+(C)+(D)	-62 109	-57 080
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-9 366	-4 276
Récupérations sur prêts et créances	612	870
comptabilisés au coût amorti	612	870
comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés	-320	-307
Pertes sur engagements par signature	-9	-8
Autres pertes		-1
Autres produits		
Coût du risque	-71 192	-60 802

Gains ou pertes nets sur autres actifs

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	359	-6 202
Plus-values de cession	1 082	552
Moins-values de cession	-723	-6 754
Résultat de cession sur participations consolidées		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises	-1	1
Gains ou pertes nets sur autres actifs	358	-6 201

Impôts

Charge d'impôt

(en millions d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant (1) (2)	-67 692	-60 257
Charge d'impôt différé	-2 992	5 054
Total Charge d'impôt	-70 684	-55 203

(1) Pas d'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 – GloBe en 2025

(2) Dont 11 247 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Par ailleurs, une convention de régime de groupe fiscal fixe les règles de répartition et des modalités de paiement de cette contribution exceptionnelle.

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 11 247 milliers d'euros dont 4 534 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2025

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	371 996	25,83%	-96 087
Effet des différences permanentes		1,92%	-7 135
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-0,45%	1 677
Effet de l'imposition à taux réduit		-2,16%	8 048
Changement de taux		0,00%	16
Effet des autres éléments		2,24%	-8 333
Taux et charge effectifs d'impôt		19,00%	-70 684

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025. La contribution exceptionnelle est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à -18 038 milliers d'euros au 31 décembre 2025. Toutes les différences temporelles font l'objet d'un actif ou d'un passif d'impôt différé.

Au 31 décembre 2024

(En milliers d'Euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	350 912	25,83%	-90 641
Effet des différences permanentes		2,18%	-7 646
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,01%	-41
Effet de l'imposition à taux réduit		-4,26%	14 955
Changement de taux		-0,01%	25
Effet des autres éléments		-0,72%	2 524
Taux et charge effectifs d'impôt		15,73%	-55 203

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024. Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à -10 074 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-487	550
Ecart de réévaluation de la période	-214	567
Transferts en résultat	-265	-48
Autres variations	-8	31
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en résultat		
Autres variations		
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	985	-1 197
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	126	-142
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	624	-789
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	2 443	542
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre		
Ecart de réévaluation de la période		
Transferts en réserves		
Autres variations		
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	573 146	320 508
Ecart de réévaluation de la période	573 320	320 719
Transferts en réserves	-45	-211
Autres variations	-129	
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	634	-173
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-18 181	-9 942
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-95	26
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	557 946	310 961
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	558 570	310 172
Dont part du Groupe	558 570	310 172
Dont participations ne donnant pas le contrôle		

Informations sectorielles

Définition des secteurs opérationnels

Le montant des opérations réalisées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre -est à l'étranger ne nécessite pas l'établissement d'une analyse par zone géographique.

Information sectorielle par secteur opérationnel

Néant.

Information sectorielle par zone géographique

Néant.

Notes relatives au bilan**Caisse, banques centrales**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	113 034		119 552	
Banques centrales	14 849		20 549	
Valeur au bilan	127 883		140 101	

Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 321	33 378
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 651 351	1 539 065
Instruments de capitaux propres	397 668	351 482
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 253 683	1 187 583
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	1 684 672	1 572 443
Dont Titres prêtés		

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	31 731	32 331
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Valeur au bilan	31 731	32 331

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note « Comptabilité de couverture ».

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	82 190	568	-228	66 735	999	-171
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 215 397	1 770 970	-11 170	3 622 721	1 202 914	-16 259
Total	4 297 587	1 771 538	-11 398	3 689 456	1 203 913	-16 430

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres à revenu fixe	82 190	568	-228	66 735	999	-171
Total des titres de dettes	82 190	568	-228	66 735	999	-171
Prêts et créances sur les établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Total des prêts et créances						
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	82 190	568	-228	66 735	999	-171
Impôts sur les bénéfices		-85			-211	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)		483	-228		788	-171

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclablesGains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	18 431			18 174		
Titres de participation non consolidés	4 196 966	1 770 970	-11 170	3 604 547	1 202 914	-16 259
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	4 215 397	1 770 970	-11 170	3 622 721	1 202 914	-16 259
Impôts sur les bénéfices		-54 387			-36 837	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		1 716 583	-11 170		1 166 077	-16 259

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés ⁽¹⁾	Pertes cumulées réalisées ⁽¹⁾
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés	609	45		360	211	
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	609	45		360	211	
Impôts sur les bénéfices						
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		45			211	

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a procédé à la cession du titre SCI SUD II.

Actifs financiers au coût amorti

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 258 074	3 634 598
Prêts et créances sur la clientèle	29 537 115	29 338 155
Titres de dettes	1 489 826	1 524 763
Valeur au bilan	35 285 015	34 497 516

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	41 749	111 728
Dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	33 333	102 491
Dont comptes et prêts au jour le jour non douteux		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	390	390
Autres prêts et créances		
Valeur brute	42 139	112 118
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	42 139	112 118
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	554 821	454 127
Titres reçus en pension livrée		
Comptes et avances à terme	3 661 114	3 068 353
Prêts subordonnés		
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	4 215 935	3 522 480
Valeur au bilan	4 258 074	3 634 598

Prêts et créances sur la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	7 358	8 566
Autres concours à la clientèle	29 757 600	29 578 329
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	897	897
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	113 696	98 916
Comptes ordinaires débiteurs	235 593	199 414
Valeur brute	30 115 144	29 886 122
Dépréciations	-578 029	-547 967
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	29 537 115	29 338 155
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute		
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location-financement		
Valeur au bilan	29 537 115	29 338 155

Titres de dettes

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	868 887	780 510
Obligations et autres titres à revenu fixe	621 809	744 997
Total	1 490 696	1 525 507
Dépréciations	-870	-744
Valeur au bilan	1 489 826	1 524 763

Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisé (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)			
(En milliers d'Euros)														
Actifs financiers détenus à des fins de transaction														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers au coût amorti	178 380	178 380			176 688	163 454	163 454			163 878	12 810			
Titres de dettes														
Prêts et créances	178 380	178 380			176 688	163 454	163 454			163 878	12 810			
Total Actifs financiers	178 380	178 380			176 688	163 454	163 454			163 878	12 810			
Opérations de location-financement														
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	178 380	178 380			176 688	163 454	163 454			163 878	12 810			

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D.(d)).

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité											Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité		
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés	Valeur comptable totale des actifs initiaux avant leur transfert	Valeur comptable de l'actif encore comptabilisé (implication continue)	Valeur comptable des passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)			
(En milliers d'Euros)														
Actifs financiers détenus à des fins de transaction														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres														
Instruments de capitaux propres														
Titres de dettes														
Prêts et créances														
Actifs financiers au coût amorti	111 471	111 471			110 201	99 436	99 436			99 981	10 220			
Titres de dettes														
Prêts et créances	111 471	111 471			110 201	99 436	99 436			99 981	10 220			
Total Actifs financiers	111 471	111 471			110 201	99 436	99 436			99 981	10 220			
Opérations de location-financement														
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	111 471	111 471			110 201	99 436	99 436			99 981	10 220			

(1) Dans le cas où la « garantie de la ou des autres parties à l'accord donnant lieu aux passifs associés se limite aux actifs transférés » (IFRS 7.42D(d)).

Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d’actifs au sens d’IFRS 7. En effet, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d’actif au sens de la norme IFRS 7.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2025

Au titre de l’exercice 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n’a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Au titre de l’exercice 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n’a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Passifs financiers au coût amorti

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	21 179 622	20 734 905
Dettes envers la clientèle	11 952 158	11 787 808
Dettes représentées par un titre	86 464	104 218
Valeur au bilan	33 218 244	32 626 931

Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	110 873	41 476
dont comptes ordinaires créditeurs	72 676	4 033
Dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	110 873	41 476
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Titres donnés en pension livrée		
Comptes et avances à terme	21 068 749	20 693 429
Total	21 068 749	20 693 429
Valeur au bilan	21 179 622	20 734 905

Dettes envers la clientèle

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	9 322 823	9 070 718
Comptes d'épargne à régime spécial	118 352	120 711
Autres dettes envers la clientèle	2 510 983	2 596 379
Titres donnés en pension livrée		
Valeur au bilan	11 952 158	11 787 808

Dettes représentées par un titre

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	4 543	4 392
Emprunts obligataires	81 921	99 826
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	86 464	104 218

Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers**Compensation – Actifs financiers**

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2025					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	169 390		169 390	53 213	83 190	32 987
Prises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	169 390		169 390	53 213	83 190	32 987

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 31 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
(En milliers d'Euros)						
Dérivés (1)	185 069		185 069	96 226	55 780	33 063
Prises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
Total des actifs financiers soumis à compensation	185 069		185 069	96 226	55 780	33 063

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 52 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2025					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	90 692		90 692	53 213		37 479
Mises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	90 692		90 692	53 213		37 479

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 58,7 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers (En milliers d'Euros)	31/12/2024					Montant net après l'ensemble des effets de compensation
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	130 641		130 641	96 226		34 415
Mises en pension de titres						
Autres instruments financiers						
Total des passifs financiers soumis à compensation	130 641		130 641	96 226		34 415

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 73,7 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	4 736	912
Impôts différés	52 520	73 546
Total Actifs d'impôts courants et différés	57 256	74 458
Impôts courants	317	1 132
Impôts différés	86	81
Total Passifs d'impôts courants et différés	403	1 213

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	121 508		118 803	
Charges à payer non déductibles	1 974		1 746	
Provisions pour risques et charges non déductibles	64 074		63 351	
Autres différences temporaires	55 425	7 504	53 671	6 392
Impôts différés sur réserves latentes	-56 297		-38 259	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-56 677	85 045	-38 622	49 566
Couverture de flux de trésorerie				
Gains et pertes sur écarts actuariels	380	2 205	363	1 574
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre				
Impôts différés sur résultat	-12 691	86	-6 998	81
Total Impôts différés	52 520	86	73 546	81

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas de position fiscale incertaine et respecte les préconisations du Comité fiscal.

Comptes de régularisation actif, passif et divers**Comptes de régularisation et actifs divers**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs	262 020	226 852
Comptes de stocks et emplois divers	240	406
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire		
Débiteurs divers (1)	261 724	223 517
Comptes de règlements	56	2 929
Capital souscrit non versé		
Comptes de régularisation	200 384	172 245
Comptes d'encaissement et de transfert	59 710	45 698
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	62	89
Produits à recevoir	125 514	114 201
Charges constatées d'avance	11 677	9 321
Autres comptes de régularisation	3 421	2 936
Valeur au bilan	462 404	399 097

(1) Dont 7 393 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025 contre 7 393 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note « provisions »).

Comptes de régularisation et passifs divers

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs (1)	510 769	456 610
Comptes de règlements		19
Créditeurs divers	320 673	273 036
Versements restant à effectuer sur titres	175 729	167 498
Dettes locatives	14 367	16 057
Autres		
Comptes de régularisation	352 694	321 027
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	54 857	53 536
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	17	15
Produits constatés d'avance	187 556	170 724
Charges à payer	99 091	92 332
Autres comptes de régularisation	11 173	4 420
Valeur au bilan	863 463	777 637

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Néant.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	792 364		36 504	-9 659			819 209
Amortissements et dépréciations	-229 171		-22 103	6 064			-245 210
Valeur au bilan (1)	563 193		14 401	-3 595			573 999

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	668 210	98 184	61 192	-35 222			792 364
Amortissements et dépréciations	-222 187	-9 115	-15 958	18 089			-229 171
Valeur au bilan (1)	446 023	89 069	45 234	-17 133			563 193

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s’élève à 892 547 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 937 095 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

(En milliers d’Euros)		31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1		
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	892 547	937 095
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3		
Valeur de marché des immeubles de placement		892 547	937 095

Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d’acquisition)

Les immobilisations corporelles d’exploitation incluent les droits d’utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur. Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d’exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
(En milliers d’Euros)							
Immobilisations corporelles d’exploitation							
Valeur brute	544 041		11 125	-20 397		-48	534 721
Amortissements et dépréciations	-278 695		-31 715	18 753			-291 657
Valeur au bilan	265 346		-20 590	-1 644		-48	243 064
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	15 709		29	-160		48	15 626
Amortissements et dépréciations	-2 477		-441	159			-2 759
Valeur au bilan	13 232		-412	-1		48	12 867

	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
(En milliers d’Euros)							
Immobilisations corporelles d’exploitation							
Valeur brute	580 423		26 605	-62 910		-77	544 041
Amortissements et dépréciations	-302 065		-31 290	54 660			-278 695
Valeur au bilan	278 358		-4 685	-8 250		-77	265 346
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	17 565		299	-2 155			15 709
Amortissements et dépréciations	-4 151		-481	2 155			-2 477
Valeur au bilan	13 414		-182				13 232

Ecarts d’acquisition

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n’a pas de participation pour lesquelles un écart d’acquisition serait constaté dans son bilan.

Provisions

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne-logement	7 951				-849			7 102
Risques d'exécution des engagements par signature	36 500		78 196		-80 902			33 794
Risques opérationnels	1 624		509	-60	-295			1 778
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	3 509		329	-49	-160		-615	3 014
Litiges divers	1 426		3 292	-81	-105			4 532
Participations								
Restructurations								
Autres risques	6 896		1 380	-1 969	-244		-42	6 021
TOTAL	57 906		83 706	-2 159	-82 555		-657	56 241

(1) Dont 263 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note « Avantages postérieurs à l'emploi », dont 1 756 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	10 554				-2 603			7 951
Risques d'exécution des engagements par signature	37 337		71 512		-72 352		3	36 500
Risques opérationnels	7 166		509	-779	-5 272			1 624
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	4 165		289		-774		-171	3 509
Litiges divers	1 690		435	-126	-559		-14	1 426
Participations								
Restructurations								
Autres risques	6 088		3 460	-2 040	-612			6 896
TOTAL	67 000		76 205	-2 945	-82 172		-182	57 906

(1) Dont 214 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note « Avantages postérieurs à l'emploi », dont 1 716 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :**Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	346 536	776 613
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	251 664	1 462 399
Ancienneté de plus de 10 ans	2 960 049	1 799 527
Total plans d'épargne-logement	3 558 249	4 038 539
Total comptes épargne-logement	626 180	535 184
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	4 184 429	4 573 723

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2025 pour les données au 31 décembre 2025 et à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement	37 808	18 683
Comptes épargne-logement	17 390	20 544
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	55 198	39 227

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	522	909
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	893	2 208
Ancienneté de plus de 10 ans	5 202	4 569
Total plans d'épargne-logement	6 617	7 686
Total comptes épargne-logement	485	265
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	7 102	7 951

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Le coefficient d'utilisation des droits à prêt avait été estimé à dire d'expert à la suite de la hausse des taux de 2022. Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est avait décidé de figer le niveau de la provision Épargne Logement à son niveau du 30 juin 2024 compte tenu de l'incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL au regard de la stabilisation du marché immobilier.

Le Groupe considère disposer désormais d'un recul suffisant pour calibrer le coefficient d'utilisation des droits à prêt en tenant comptes d'observations historiques.

Le Groupe a, par ailleurs, poursuivi ses travaux d'affinement méthodologique, notamment des modalités de prise en compte des scénarios de taux (approche multi-scénario).

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes au Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 7 393 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 7 393 milliers d'euros au 31 décembre 2024 (Cf. note « comptes de régularisation »).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Dettes subordonnées

Néant.

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (directive CRD/règlement CRR (1)) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD (2)).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations seniors chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (« Bail-In ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas d'encours de dettes subordonnées et n'a procédé à aucune émission sur l'exercice 2025.

(1) Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que supplémentée et amendée notamment par la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 et du Règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024.

(2) Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

Capitaux propres**Composition du capital au 31 décembre 2025**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émises au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025	% Du capital	% Des droits de vote
Répartition du capital de la Caisse régionale						
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)					0,0%	0,0%
Dont part du Public					0,0%	0,0%
Dont part Sacam Mutualisation					0,0%	0,0%
Dont part autodétenue					0,0%	0,0%
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	3 191 415			3 191 415	25,0%	0,0%
Dont part du Public					0,0%	0,0%
Dont part Crédit Agricole S.A.					0,0%	0,0%
Dont part Sacam Mutualisation	3 191 415			3 191 415	25,0%	0,0%
Parts sociales	9 572 157			9 572 157	75,0%	0,0%
Dont 127 Caisses locales	9 572 142			9 572 142	75,0%	0,0%
Dont 14 administrateurs de la Caisse régionale	14			14	0,0%	0,0%
Dont Crédit Agricole S.A.					0,0%	0,0%
Dont Sacam Mutualisation	1			1	0,0%	0,0%
Dont Autres					0,0%	0,0%
Total	12 763 572			12 763 572	100,0%	0,0%

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 191 454 milliers d'euros.

Rémunération par titre de capital

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sont composés de parts sociales, de CCI (le cas échéant) et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCI et CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 24 mars 2026, de fixer un taux d'intérêt des parts sociales de 5,35 % et la rémunération des porteurs de certificats coopératifs d'associés à 7,24 euros par titre (arrondi supérieur), sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 33 678 milliers d'euros en 2025 contre 32 509 milliers d'euros en 2024 dont :

- Rémunération des certificats coopératifs d'associés versés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à SACAM Mutualisation : 20 732 milliers d'euros,
- Intérêts aux parts sociales versés par les Caisses locales à leurs sociétaires : 12 974 milliers d'euros.

Affectation du résultat et fixation du dividende 2025

L'affectation du résultat, la fixation et la mise en paiement du dividende 2025 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est du 24 mars 2026.

Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(En milliers d'Euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	127 883					127 883
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 030	2 173	6 229	28 662	1 645 578	1 684 672
Instruments dérivés de couverture		11 944	33 414	91 045		136 403
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	805	3 027	42 803	35 555	4 215 397	4 297 587
Actifs financiers au coût amorti	2 162 930	2 637 745	12 974 349	17 450 924	59 067	35 285 015
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-78 835					-78 835
Total Actifs financiers par échéance	2 214 813	2 654 889	13 056 795	17 606 186	5 920 042	41 452 725
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 452	2 063	2 020	26 196		31 731
Instruments dérivés de couverture		452	26 937	32 295		59 684
Passifs financiers au coût amorti	11 749 702	4 443 680	10 821 884	6 201 136	1 842	33 218 244
Dettes subordonnées						
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-15 293					-15 293
Total Passifs financiers par échéance (1)	11 735 861	4 446 195	10 850 841	6 259 627	1 842	33 294 366

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	140 101					140 101
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2 126	8 155	4 380	25 315	1 532 467	1 572 443
Instruments dérivés de couverture		9 509	57 434	85 063		152 006
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	503	8 675	41 330	16 227	3 622 721	3 689 456
Actifs financiers au coût amorti	2 086 847	2 841 227	12 717 326	16 805 540	46 576	34 497 516
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-63 533					-63 533
Total Actifs financiers par échéance	2 166 044	2 867 566	12 820 470	16 932 145	5 201 764	39 987 989
Banques centrales						
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	714	3 856	4 402	23 359		32 331
Instruments dérivés de couverture		883	9 332	89 442		99 657
Passifs financiers au coût amorti	11 597 409	4 301 760	10 107 251	6 618 669	1 842	32 626 931
Dettes subordonnées						
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-16 393					-16 393
Total Passifs financiers par échéance (1)	11 581 730	4 306 499	10 120 985	6 731 470	1 842	32 742 526

(1) Dont 121 021 milliers d'euros de dettes rattachées en 2025 contre 115 499 milliers d'euros en 2024.

Avantages au personnel et autres rémunérations

Détail des charges de personnel

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	-134 003	-135 158
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-15 808	-15 688
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-3 671	-3 857
Autres charges sociales	-47 712	-46 481
Intéressement et participation	-30 204	-26 715
Impôts et taxes sur rémunération	-28 459	-27 827
Total Charges de personnel	-259 857	-255 726

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 669 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 797 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Dont médailles du travail pour 160 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 162 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	2 785	2 833
Étranger		
Total	2 785	2 833

Avantages postérieurs à l’emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n’ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n’ont pas suffisamment d’actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l’exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n’ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies**Variation dette actuarielle**

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'Euros)				
Dette actuarielle au 31/12/N-1	51 682		51 682	50 459
Ecart de change				
Coût des services rendus sur l'exercice	3 747		3 747	3 824
Coût financier	1 741		1 741	1 611
Cotisations employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime	-49		-49	
Variations de périmètre	-131		-131	65
Prestations versées (obligatoire)	-3 059		-3 059	-3 697
Taxes, charges administratives et primes				
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-1 453		-1 453	541
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-1 237		-1 237	-1 121
Dette actuarielle à la clôture	51 241		51 241	51 682

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'Euros)				
Coût des services	3 698		3 698	3 824
Charge/produit d'intérêt net	-96		-96	-490
Impact en compte de résultat à la clôture	3 602		3 602	3 334

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
(En milliers d'Euros)				
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	2 495		2 495	3 037
Ecart de change				
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	246		246	38
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-1 453		-1 453	541
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	-1 237		-1 237	-1 121
Ajustement de la limitation d'actifs				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	51		51	2 495

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Variation de juste valeur des actifs

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	56 022		56 022	54 488
Ecart de change				
Intérêt sur l'actif (produit)	1 837		1 837	1 675
Gains/(pertes) actuariels	-246		-246	-38
Cotisations payées par l'employeur	3 457		3 457	3 529
Cotisations payées par les employés				
Modifications, réductions et liquidations de régime				
Variations de périmètre	-172		-172	65
Taxes, charges administratives et primes				
Prestations payées par le fonds	-3 059		-3 059	-3 697
Juste valeur des actifs à la clôture	57 839		57 839	56 022

Position nette

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	51 241		51 241	51 682
Impact de la limitation d'actifs				
Juste valeur des actifs fin de période	-57 839		-57 839	-56 022
Position nette (passif) / actif à la clôture	6 598		6 598	4 340

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs

(En milliers d'Euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions (1)	20,85%	12 061		0,00%			20,85%	12 061	
Obligations	70,41%	40 725		0,00%			70,41%	40 725	
Immobilier	8,74%	5 053		0,00%			8,74%	5 053	
Autres actifs	0,00%			0,00%			0,00%		

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

Une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 5,65 % ;

Une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6,20 %.

Autres avantages sociaux**Rémunération variable collective**

La participation de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est relève de l'accord de droit commun dont la finalité est de permettre aux salariés de percevoir une quote-part des bénéfices de l'entreprise.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a mis en place un accord facultatif d'intéressement associant financièrement les salariés au développement de l'entreprise. Il est indexé sur le résultat comptable de l'exercice.

Un Plan d'Épargne Entreprise (PEE) permet aux salariés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est de constituer un portefeuille d'épargne, investie en valeurs mobilières ou monétaires.

Les sommes investies sont bloquées pendant 5 années mais sont en contrepartie exonérées d'impôt sur le revenu.

Engagements en matière de médailles

Les primes exceptionnelles versées à l'occasion de remises de médailles d'honneur agricole décernées aux salariés atteignant une ancienneté de 20, 30, 35 ou 40 ans, sont provisionnées en fonction de l'ancienneté acquise par chaque salarié à la clôture de l'exercice.

Les provisions constituées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 755 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

Contrats de location**Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	225 582	245 957
Droits d'utilisation des contrats de location	17 482	19 389
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	243 064	265 346

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation et de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est preneur de nombreux actifs dont essentiellement des biens immobiliers (bureaux et agences).

Les informations relatives aux contrats dont la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est est preneur sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilier							
Valeur brute	51 637		5 513	-2 426			54 724
Amortissements et dépréciations	-32 248		-6 602	1 608			-37 242
Total Immobilier	19 389		-1 089	-818			17 482
Mobilier							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
Total Mobilier							
Total Droits d'utilisation	19 389		-1 089	-818			17 482

(En milliers d'Euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	52 867		10 130	-9 248		-2 112	51 637
Amortissements et dépréciations	-28 620		-6 569	2 941			-32 248
Total Immobilier	24 247		3 561	-6 307		-2 112	19 389
Mobilier							
Valeur brute							
Amortissements et dépréciations							
Total Mobilier							
Total Droits d'utilisation	24 247		3 561	-6 307		-2 112	19 389

Echéancier des dettes locatives

	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(En milliers d'Euros)				
Dettes locatives	3 986	7 094	3 287	14 367

	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
(En milliers d'Euros)				
Dettes locatives	4 500	8 181	3 376	16 057

Détail des charges et produits de contrats de location

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-454	-374
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	-454	-374
Charges relatives aux contrats de location court terme		-73
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-3 268	-3 275
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette		
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation		
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail		
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	18	10
Total Charges générales d'exploitation	-3 250	-3 338
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-6 602	-6 569
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-6 602	-6 569
Total Charges et produits de contrats de location	-10 306	-10 281

Montants des flux de trésorerie de la période

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-10 360	-10 268

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Produits de contrats de location

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Location-financement		
Profits ou pertes réalisés sur la vente		
Produits financiers tirés des créances locatives		
Produits des paiements de loyers variables		
Location simple	61 282	58 986
Produits locatifs (1)	61 282	58 986

(1) Dont 41 298 milliers d'euros issus de la catégorie des immeubles de placement de la filiale Compagnie Foncière Lyonnaise

Engagements de financement et de garantie et autres garanties**Engagements donnés et reçus**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	3 346 480	3 269 661
Engagements de financement	2 535 837	2 420 973
Engagements en faveur des établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	2 535 837	2 420 973
Engagements de garantie	810 643	848 688
Engagements d'ordre des établissements de crédit	29 463	36 702
Engagements d'ordre de la clientèle	781 180	811 986
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Engagements reçus	12 961 390	12 608 058
Engagements de financement	19 600	41 575
Engagements reçus des établissements de crédit	19 600	41 575
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	12 941 790	12 566 483
Engagements reçus des établissements de crédit	761 715	772 096
Engagements reçus de la clientèle	12 180 075	11 794 387
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés) (1)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	11 150 102	11 349 946
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie		
Titres et valeurs donnés en pension		
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	11 150 102	11 349 946
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension		
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		

(1) Les dépôts de garantie correspondent aux versements à nos contreparties de collatéral sur les produits dérivés, conformément à la réglementation EMIR.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

Créances apportées en garantie

Au cours de l'année 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a apporté 11 150 102 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 11 349 946 milliers d'euros en 2024. La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a apporté notamment :

- 2 004 880 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France contre 1 975 336 milliers d'euros en 2024 ;

- 454 895 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 442 904 milliers d'euros en 2024 ;

- 8 690 327 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 8 931 706 milliers d'euros en 2024.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

Au cours de la période, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas obtenu d'actif par prise de possession de garantie et n'en détient pas à la date de clôture.

Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Reclassements effectués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

Des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
Des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
Des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
Des actifs ou passifs exigibles à vue ;
Des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n’inclut pas l’écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l’actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;

Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l’argent, le risque de crédit associé à l’instrument, les autres coûts et risques d’un contrat de prêt classique ainsi qu’une marge raisonnable, que le taux d’intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la valeur de marché de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l’objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l’évolution des taux d’intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l’échéance ou proche de l’échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l’écart entre l’indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d’activité de l’établissement.

Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l’évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l’instrument.

L’estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l’utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d’Euros)					
Prêts et créances	33 795 189	32 842 550		4 326 994	28 515 556
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 258 074	4 258 113		4 253 062	5 051
Prêts et créances sur la clientèle	29 537 115	28 584 437		73 932	28 510 505
Titres de dettes	1 489 826	1 434 893	1 415 022		19 871
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	35 285 015	34 277 443	1 415 022	4 326 994	28 535 427

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d’Euros)					
Prêts et créances	32 972 753	32 232 847		3 648 838	28 584 009
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 634 598	3 636 767		3 631 763	5 004
Prêts et créances sur la clientèle	29 338 155	28 596 080		17 075	28 579 005
Titres de dettes	1 524 763	1 461 353	1 443 235		18 118
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	34 497 516	33 694 200	1 443 235	3 648 838	28 602 127

L’écart de réévaluation à l’actif du bilan s’élève à - 79 millions d’euros au 31 décembre 2025 contre - 64 millions d’euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l’écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l’actif serait de - 1 087 millions d’euros au 31 décembre 2025.

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)					
Dettes envers les établissements de crédit	21 179 622	21 179 560		21 179 560	
Dettes envers la clientèle	11 952 158	11 952 158		11 833 806	118 352
Dettes représentées par un titre	86 464	86 482	81 939	4 543	
Dettes subordonnées					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	33 218 244	33 218 200	81 939	33 017 909	118 352

	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)					
Dettes envers les établissements de crédit	20 734 905	20 734 844		20 734 844	
Dettes envers la clientèle	11 787 808	11 787 808		11 667 097	120 711
Dettes représentées par un titre	104 218	104 373	99 981	4 392	
Dettes subordonnées					
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	32 626 931	32 627 025	99 981	32 406 333	120 711

L'écart de réévaluation au passif du bilans s'élève à - 15 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre - 16 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de - 15 millions d'euros au 31 décembre 2025.

Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 321		33 321	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	33 321		33 321	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	1 651 351	843 641	21 796	785 914
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	397 668	18 871	10	378 787
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 253 683	824 770	21 786	407 127
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	1 253 683	824 770	21 786	407 127
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 297 587	82 190	4 170 773	44 624
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	4 215 397		4 170 773	44 624
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	82 190	82 190		
Instruments dérivés de couverture	136 403		136 403	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	6 118 662	925 831	4 362 293	830 538
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(1) Le montant des OPC s'élève à 1 185 569 milliers d'euros au 31/12/2025 et classé en niveau 1, 2 et 3.

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	33 378		33 378	
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres reçus en pension livrée				
Valeurs reçues en pension				
Titres détenus à des fins de transaction				
Instruments dérivés	33 378		33 378	
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)	1 539 065	804 839	20 156	714 070
Instrument de capitaux propres à la juste valeur par résultat	351 482	16 658	14	334 810
Instrument de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	1 187 583	788 181	20 142	379 260
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres de dettes	1 187 583	788 181	20 142	379 260
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature				
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Titres à la juste valeur par résultat sur option				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3 689 456	66 735	3 563 036	59 685
Instrument de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	3 622 721		3 563 036	59 685
Instrument de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	66 735	66 735		
Instruments dérivés de couverture	152 006		152 006	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	5 413 905	871 574	3 768 576	773 755
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

(1) Le montant des OPC s'élève à 1 122 385 milliers d'euros au 31/12/2024 et classé en niveau 1,2 et 3.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	31 731		31 731	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	31 731		31 731	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	59 684		59 684	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	91 415		91 415	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(En milliers d'Euros)				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	32 331		32 331	
Titres vendus à découvert				
Titres donnés en pension livrée				
Dettes représentées par un titre				
Dettes envers les établissements de crédit				
Dettes envers la clientèle				
Instruments dérivés	32 331		32 331	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option				
Instruments dérivés de couverture	99 657		99 657	
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	131 988		131 988	
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux				

Changements de modèles de valorisation

En 2025, le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a procédé à aucun changement de modèle de valorisation.

Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3 (En milliers d'Euros)	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
Solde de clôture 31/12/2024	773 755						
Gains /pertes de la période (1)	25 885						
Comptabilisés en résultat	25 284						
Comptabilisés en capitaux propres	601						
Achats de la période	76 673						
Ventes de la période	-37 996						
Emissions de la période							
Dénouements de la période							
Reclassements de la période							
Variations liées au périmètre de la période	-7 779						
Transferts							
Transferts vers niveau 3							
Transferts hors niveau 3							
Solde de clôture 31/12/2025	830 538						

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat							
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	
	Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle
(En milliers d'Euros)								
Solde de clôture 31/12/2024	334 810			379 260				
Gains /pertes de la période	18 436			6 848				
Comptabilisés en résultat	18 436			6 848				
Comptabilisés en capitaux propres								
Achats de la période	23 999			52 417				
Ventes de la période	-5 726			-31 485				
Emissions de la période								
Dénouements de la période								
Reclassements de la période								
Variations liées au périmètre de la période	7 268			87				
Transferts								
Transferts vers niveau 3								
Transferts hors niveau 3								
Solde de clôture 31/12/2025	378 787			407 127				

Tableau 3 sur 3 (En milliers d'Euros)	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
Solde de clôture 31/12/2024	59 685		
Gains /pertes de la période (1)	601		
Comptabilisés en résultat			
Comptabilisés en capitaux propres	601		
Achats de la période	257		
Ventes de la période	-785		
Emissions de la période			
Dénouements de la période			
Reclassements de la période			
Variations liées au périmètre de la période	-15 134		
Transferts			
Transferts vers niveau 3			
Transferts hors niveau 3			
Solde de clôture 31/12/2025	44 624		

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	26 844
Comptabilisés en résultat	26 243
Comptabilisés en capitaux propres	601

Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'a pas de passif financier valorisé à la juste valeur selon le niveau 3, au 31 décembre 2025, comme au 31 décembre 2024.

Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'est pas concerné par cette évaluation.

Impacts des évolutions comptables ou autres événements

A la suite de la première consolidation de la SCI LYONSALTA au 31/12/2024, un retraitement des données 2024 de cette filiale a été effectué sur 2025. L'impact de cette correction sur 2025 représente 39 milliers d'euros et n'est donc pas significatif.

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

Information sur les filiales

Restrictions sur les entités contrôlées

Des dispositions réglementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est.

Le Groupe Crédit Agricole Centre-est n'est soumis à aucune restriction.

Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est n’a accordé aucun soutien financier aux entités structurées consolidées au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l’indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l’habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a cédé, à l’origine, des crédits habitat pour un montant de 1 257 millions d’euros aux FCT (dont 140 millions dans des FCT non encore démantelées au 31 décembre 2025).

Co-entreprises et entreprises associées

Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2025, la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s’élève à 1 12 976 milliers d’euros (1 10 1 10 milliers d’euros au 31 décembre 2024).

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est détient des intérêts dans deux entreprises associées.

Les co-entreprises et les entreprises associées significatives sont présentées dans le tableau ci-dessous. Il s’agit des principales co-entreprises et entreprises associées qui composent la "valeur de mise en équivalence au bilan".

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est exerce une influence notable en raison de sa participation dans le capital et de sa présence au sein du conseil d’administration.

	31/12/2025					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
(En milliers d'Euros)						
Entreprises associées						
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	18,3%	87 210		1 895	2 576	87 210
FINAURA	25,0%	25 766			633	25 766
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		112 976			3 209	112 976

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

	31/12/2024					
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)
(En milliers d'Euros)						
Entreprises associées						
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	18,3%	84 978		1 654	2 292	84 978
FINAURA	25,0%	25 133			1 516	25 133
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		110 111			3 808	110 111

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est sont présentées ci-après :

	31/12/2025			
	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
(En milliers d'Euros)				
Entreprises associées				
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	94 471	14 074	7 420 332	476 557
FINAURA	2 060	2 532	103 408	103 062

	31/12/2024			
	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
(En milliers d'Euros)				
Entreprises associées				
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	93 790	12 521	7 190 080	436 936
FINAURA	5 038	3 836	100 639	100 530

Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre-est	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
					31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements bancaires et financiers								
CAISSES LOCALES CENTRE EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CAISSE REGIONALE CENTRE EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE) SA	Mise en équivalence		France	EA	18,3	18,3	18,3	18,3
Activité immobilière								
CA CENTRE-EST DEVELOPPEMENT IMMOBILIER	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
PRESTIMMO	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
COMPAGNIE FONCIERE LYONNAISE (4)	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CREDIT AGRICOLE CENTRE-EST IMMOBILIER	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
TERRALUMIA	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
LYON SALTA	Intégration Globale		France	F	100	50	100	50
Activité de prise de participations								
CALIXTE INVESTISSEMENT	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CA INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES CENTRE-EST	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CA CENTRE-EST ENERGIES NOUVELLES	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
CA CENTRE-EST CAPITAL INVESTISSEMENT	Intégration Globale		France	F	100	100	100	100
FINAURA	Mise en équivalence		France	EA	25	25	25	25
CREDIT AGRICOLE CREATION	Intégration Globale	E1	France	F	100	100	100	100
Fonds Communs de Placements								
CAPI CENTRE-EST	Intégration Globale		France	F	99,9	99,9	99,9	99,9
Société Technique de Titrisation								
FCT CAH 2020 COMPARTIMENT CR878 CENTRE EST	Intégration Globale	S1	France	ESC	0	100	0	100
FCT CAH 2022 COMPARTIMENT CR878 CENTRE EST	Intégration Globale		France	ESC	100	100	100	100
FCT CAH 2024 COMPARTIMENT CR878 CENTRE EST	Intégration Globale		France	ESC	100	100	100	100
FCT CAH 2025 COMPARTIMENT CR878 CENTRE EST	Intégration Globale	E2	France	ESC	100	0	100	0

(1) Intégration globale ; Mise en équivalence ; Juste valeur

(2) Entrée (E) dans le périmètre

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D)

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

(3) F : Filiale

S : Succursale

ESC : Entité structurée contrôlée

Co-E : Co-entreprise

OC : Opération en commun

EA : Entreprise associée

(4) La filiale Compagnie Foncière Lyonnaise est un palier de consolidation. Le palier est une sous-consolidation englobant la filiale et les 91 SCI Immobilières détenues à 100 % par le groupe Compagnie Foncière Lyonnaise.

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Participations et entités structurées non consolidées**Participations non consolidées**

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 4 457 092 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 3 838 850 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2025	31/12/2024	
SERCA	France	43,0%	43,0%	Non significatif
CREDIT AGRICOLE TRANSITIONS REGION	France	20,0%	20,0%	Non significatif
CRCA-PV	France	60,0%	60,0%	Non significatif
SCI HERRIOT BOURG	France	92,8%	92,8%	Non significatif
CRCA-BC	France	34,4%	34,4%	Non significatif
DELTAGER SA	France	16,7%	16,7%	Non significatif
CRÉDIT AGRICOLE RÉGIONS INVESTISSEMENT	France	27,5%	27,5%	Non significatif
PRESTHOGER	France	100,0%	100,0%	Non significatif
WIGGINS FRANCE SA	France	99,9%	99,9%	Non significatif
SCI CHAMPFLEURY II	France	100,0%	100,0%	Non significatif
SOC D'AMENAGEMENT DU SITE DES MERCIERES	France	100,0%	100,0%	Non significatif
SCI CHAMPAGNE	France	100,0%	100,0%	Non significatif
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	France	30,2%	30,2%	Non significatif
CREDIT AGRICOLE ASSURANCE REGION	France	20,0%	20,0%	Non significatif
CAMPUS CACE II	France	100,0%	100,0%	Non significatif
SNC MYRTE	France	100,0%	100,0%	Non significatif
MDB 8QJM	France	100,0%	100,0%	Non significatif
SAS ZEV BY CA	France	20,0%	20,0%	Non significatif
NEPTUNE	France	24,5%	24,5%	Non significatif
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	France	26,0%	26,0%	Non significatif
SCI 221 PRESENCE	France	50,0%	50,0%	Non significatif
VENUS	France	24,0%	24,0%	Non significatif
DUQUESNE	France	100,0%	100,0%	Non significatif
ENOVA	France	40,0%	40,0%	Non significatif
SCI 7 RUE BONNET	France	62,5%	62,5%	Non significatif

Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2025	31/12/2024		
OPCI GHD SPPICAV PROFESSIONNELLE	France	10,0%	10,0%	83 233	6 324
SCI HOLDING STRATEGIE	France	21,9%	21,9%	-4 716	-5 429
SCI LYON I	France	16,9%	16,9%	110 931	-10 863
SCI LYON II	France	16,9%	16,9%	105 074	-2 313

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat de l'exercice du 31/12/2024

Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2025, la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

Fonds de placement

La Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Centre-est dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2025															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(En milliers d'Euros)																
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									806 762	806 762		806 762				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées									806 762	806 762		806 762				
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Total Bilan des entités structurées non consolidées									23 294 594							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note « Exposition au risque de crédit » et dans la note « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2024															
	Titrisation				Gestion d'actifs				Fonds de placement (1)				Financement structuré (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(En milliers d'Euros)																
Actifs financiers à la juste valeur par résultat									761 343	761 343		761 343				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres																
Actifs financiers au coût amorti																
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées									761 343	761 343		761 343				
Instruments de capitaux propres																
Passifs financiers à la juste valeur par résultat																
Dettes																
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Engagements donnés																
Engagements de financement																
Engagements de garantie																
Autres																
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature																
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées																
Total Bilan des entités structurées non consolidées									18 756 461							

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note « Exposition au risque de crédit » et dans la note « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (credit default swap) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

Événements postérieurs au 31 décembre 2025

Il n'y a pas eu d'événement postérieur à la date de clôture de l'exercice.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-Est,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre-Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Dépréciation des crédits en défaut

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note « principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier le dispositif mis en place par la caisse régionale, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ; - testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ; - apprécié les hypothèses utilisées par la caisse régionale pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit ;

Point clé de l'audit (suite)	Réponse d'audit apportée (suite)
<p>Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant notamment sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la caisse régionale pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note « risque de crédit » de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note « risque de crédit » de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à 357,6 M€.</p>	<p>- mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.</p>

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut

Point clé de l'audit	Réponse d'audit apportée
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note « principes et méthodes comptable » de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2025, un montant de 220,4 M€ comme détaillé dans la note « risque de crédit » de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prendre connaissance, lors d'une revue critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : la conformité des principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles avec les règles et méthodes comptables applicables ; Le processus d'élaboration et la cohérence des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut PD, perte en cas de défaut Loss Given Default ou LGD) en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2025 ; le respect des règles de gouvernance des modèles et du processus de validation indépendante tels que défini par le Groupe Crédit Agricole et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ; la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ; -apprécier le dispositif de contrôle interne et tester les contrôles manuels ou informatisés relatifs à la mesure des expositions aux risques de crédit et à l'évaluation des pertes attendues ; -tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;

Point clé de l'audit (suite)	Réponse d'audit apportée (suite)
<p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2025 tel qu'indiqué dans la note « risque de crédit » de l'annexe aux comptes consolidés ; -la matérialité de ces corrections de valeur dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2). 	<ul style="list-style-type: none"> -contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ; -apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ; -apprécier l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2025 ; -apprécier le caractère approprié des informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse Régionale Crédit Agricole Mutuel Centre-Est par l'assemblée générale du 17 mars 2004 pour le cabinet KPMG SA et du 26 mars 2013 pour le cabinet FORVIS MAZARS SAS.

Au 31 décembre 2025, le cabinet KPMG SA était dans la 22ème année de sa mission sans interruption et le cabinet FORVIS MAZARS dans la 13ème année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à pour suivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que

de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Lyon, le 9 mars 2026

Lyon, le 9 mars 2026

KPMG SA

FORVIS MAZARS

Rémi Vinit-Dunand

Paul-Armel Junne

Associé

Associé